

ADV.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION
- 1 -
26 VII 1958
Coordination (2)

L. 6222/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisie par le Ministre de la Défense nationale, le 18 avril 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n° 2 pris en exécution de la loi du 1 mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve", a donné le 26 juin 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e april 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr 2 tot uitvoering van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren", heeft de 26e juni 1958 het volgend advies gegeven :

Suivant les termes du rapport au Roi, la loi du 1er mars 1958, relative au statut des officiers de carrière et de réserve, sera exécutée par trois arrêtés : le premier relatif à la formation et à l'instruction de l'officier de carrière; le deuxième relatif à l'avancement, l'ancienneté, la position et l'emploi des officiers de carrière et le troisième relatif à l'officier de réserve.

Le Conseil d'Etat est saisi du deuxième de ces projets.

PREAMBULE.

Le projet est pris en exécution de la loi du 1er mars 1958; il n'y a donc pas lieu de viser dans le préambule les articles 29, 66, 67 et 68 de la Constitution.

+

+

+

Les lois sur les pensions militaires sont citées dans le préambule parce que le projet règle, en ses articles 26 et suivants, la procédure préalable notamment à la mise à la pension par mesure disciplinaire ou pour inaptitude; il y a lieu de compléter la référence à ces lois coordonnées en citant le dernier état de la législation sur ces questions :

"Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3, modifié par la loi du 13 juillet 1934;".

+

+

+

.../...

CHAPITRE Ier. - L'AVANCEMENT AUX GRADES D'OFFICIER
GENERAL ET D'OFFICIER SUPERIEUR.

Le chapitre Ier a trait à l'avancement aux grades d'officier général et d'officier supérieur. Il ne contient aucune règle relative à l'avancement aux grades d'officier subalterne.

Si les dispositions des lois antérieures ayant trait à l'avancement aux grades d'officier subalterne étaient très laconiques, celles de l'article 39 de la loi du 1er mars 1958, par contre, sont beaucoup plus précises; le législateur a estimé que "dans un domaine aussi important que l'avancement des officiers, il importe de fixer dans la loi, les garanties accordées au candidat..." (Session 1956-1957, Chambre des représentants, doc. parl., 681/1, page 7, exposé des motifs).

Le paragraphe 2 de cet article dispose :

"La candidature de l'officier dépassé peut être réexaminée; un dernier examen aura lieu dans le courant de la cinquième année à dater du premier examen qui en a été fait.

L'officier qui n'a pas été promu après ce dernier examen ne participe plus à l'avancement".

Comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis sur le projet qui devint la loi du 1er mars 1958, une telle disposition n'impose pas explicitement le réexamen de la candidature de l'officier dépassé, "elle laisse dans l'incertitude, non seulement le moment où ce réexamen devra avoir lieu, mais également l'autorité qui pourra le provoquer ainsi que les raisons qui doivent inciter celle-ci à prendre une telle décision" (Session 1956-1957, Chambre des représentants, doc. parl., 681/1, page 21).

.../...

Il en résulte qu'il y aurait lieu de prévoir dans un chapitre distinct une disposition exécutant l'article 39, § 2, de la loi; elle préciserait dans quelles conditions le réexamen des candidatures à l'avancement à un grade d'officier subalterne aura lieu.

+

+

+

L'article 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

La procédure préalable à la nomination à un grade d'officier général ou supérieur comprend :

- 1° l'établissement par le Ministre de la Défense nationale d'une liste de candidats;
- 2° la consultation des chefs hiérarchiques sur l'aptitude à l'avancement des candidats;
- 3° la détermination par le Ministre de la Défense nationale du nombre maximum d'emplois du grade supérieur qui pourront être attribués aux candidats inscrits sur la liste;
- 4° l'examen des candidatures par un comité d'avancement".

+

+

+

.../...

L'article 2 pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 2.-

Il est institué :

- 1° un comité supérieur pour chacune des forces armées;
- 2° un comité pour chaque corps de la force terrestre, de la force aérienne et de la force navale;
- 3° un comité pour la gendarmerie".

+

+ +

Après avoir disposé que "le comité supérieur doit être composé d'officiers généraux de la force considérée", l'article 3, alinéa 4, ajoute :

"Toutefois, dans l'intérêt du service, le Ministre de la Défense nationale peut faire appel à des officiers généraux des autres forces".

Pour justifier cette possibilité de dérogation au principe de la composition du comité supérieur par des officiers généraux de la force dont font partie les candidats, le rapport au Roi cite des hypothèses dans lesquelles il n'y a pas moyen de composer le comité régulièrement, par suite du nombre trop restreint d'officiers généraux dans certaines forces. Il ajoute : "Il peut arriver aussi qu'il soit souhaitable d'avoir l'avis d'une très haute autorité au sujet de la candidature d'un officier d'une autre force que la sienne".

.../...

Pour conserver aux officiers les garanties qu'implique la constitution des comités, il y aurait lieu de préciser dans le texte les hypothèses dont il est question dans le rapport au Roi ou, tout au moins, de préciser que le Ministre doit constater par décision motivée que l'intérêt du service justifie pareille dérogation.

Tenant compte de cette seconde suggestion et de diverses modifications de forme à apporter aux alinéas 1er et 3 de l'article 3, il est suggéré de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine la composition et organise le fonctionnement des divers comités.

Ces comités sont composés d'officiers en activité de service, nommés à un grade supérieur à celui des officiers dont la candidature est examinée.

Le nombre de ces membres ne peut être inférieur à cinq pour les comités des corps de la force terrestre et le comité de la gendarmerie et à trois pour les autres comités.

Le comité supérieur de chaque force doit être composé d'officiers généraux de cette force. Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut faire appel à des officiers généraux des autres forces lorsque, par décision motivée, il a constaté que l'intérêt du service le justifie".

+

+

+

.../...

Aux termes de l'article 4, alinéa 3, "le secrétariat des comités est assuré par un officier désigné par le Ministre de la Défense nationale. Cet officier a voix consultative".

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, un officier sera désigné dans chaque force pour assurer le secrétariat des divers comités de cette force; cet officier sera, comme il est actuellement prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 16 juillet 1951, choisi parmi ceux qui dirigent le service du personnel de chaque force.

Il serait, dès lors, préférable de rédiger cet alinéa 3 de la manière suivante :

"Le Ministre de la Défense nationale désigne, dans chaque force, un officier affecté au service du personnel comme secrétaire des comités de cette force; cet officier a voix consultative".

+

+ +

Les deux premiers alinéas de l'article 5 gagneraient à être rédigés comme suit :

"Le comité supérieur de la force à laquelle appartiennent les candidats est compétent pour examiner les candidatures aux grades de lieutenant général et de général-major.

Le comité du corps auquel appartiennent les candidats est compétent pour examiner les candidatures aux grades d'officier supérieur".

+

+ +

.../...

Suivant l'article 5, alinéa 3, "la candidature au grade de major ne peut être soumise au comité d'avancement compétent aussi longtemps que l'officier n'a pas satisfait aux épreuves légales".

Une telle disposition, qui devrait trouver sa place dans la section 2, directement après l'article 6, n'est pas complète car elle ne fixe pas le moment où cette candidature sera examinée. Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'inscrire cet officier sur la première liste de candidats à examiner après la réussite des épreuves de major, l'article 5, alinéa 3, pourrait être rédigé comme suit :

"La candidature au grade de major ne peut être soumise au comité d'avancement compétent aussi longtemps que l'officier n'a pas satisfait aux épreuves légales.

Si un candidat a présenté tardivement ces épreuves et n'a pu voir sa candidature examinée en même temps que celle des officiers de son ancienneté, il est inscrit sur la première liste de candidats à examiner après la réussite de ces épreuves".

+

+ +

L'article 6, § 1er, du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale établit la liste des candidats à examiner dans un corps dans l'ordre de leur ancienneté dans le dernier grade".

.../...

Une telle disposition existe déjà dans la réglementation actuellement applicable. Le Roi a chargé le Ministre d'établir les listes des candidats. Le Conseil d'Etat a reconnu la légalité de cette disposition. (Conseil d'Etat, LAVRY, 16 mai 1952, Rec.DULONT-BAEYENS, p. 430).

Il existe cependant une limite importante à ce pouvoir; le Ministre doit veiller à ce que tous les officiers voient leur candidature à un grade supérieur examinée au moins une fois.

Une telle limite, qui est traditionnelle, n'a jamais été inscrite dans un texte. Le projet exécutant une nouvelle loi, il serait souhaitable qu'il contienne une disposition à cet égard.

+

+ +

Exécutant l'article 44, alinéa 2, de la loi, l'article 6 dispose en son deuxième paragraphe que les candidats lieutenant général et général-major sont inscrits sur une liste unique sans distinguer les corps auxquels ils appartiennent. L'alinéa 3 de ce paragraphe énumère les corps spécialisés pour lesquels l'avancement doit comme par le passé se poursuivre dans le corps même; cet alinéa ne prévoit que l'avancement au grade de général-major, alors que, suivant l'article 44 de la loi, une même disposition doit être prise pour l'avancement au grade de lieutenant général.

.../...

Même si, actuellement, il n'existe pas dans ces services spécialisés d'officier du grade de lieutenant général, il est souhaitable, en prévision de situations qui pourront se présenter, que le projet règle l'avancement aux deux grades d'officier général.

+

+ +

Après avoir disposé en son § 1er que la liste est dressée suivant l'ordre d'ancienneté des officiers dans le dernier grade, l'article 6, au § 3, dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale peut déroger à l'ordre d'inscription dans des cas exceptionnels. Il signale cette dérogation au comité et mention en est faite au procès-verbal de la séance".

Le rapprochement entre les §§ 1er et 3 montre qu'une telle dérogation au classement par ancienneté ne peut se faire qu'à l'intérieur même de la liste établie par le Ministre; comme elle révèle au comité d'avancement que le Ministre attache une importance à ces motifs exceptionnels, elle doit être basée sur des considérations objectives qui résulteront du dossier.

Si un autre sens devait être donné à ce § 3 et si le Gouvernement entendait, par exemple, conférer au Ministre le pouvoir d'inscrire sur la liste des candidats, des officiers qui, normalement, en raison de leur ancienneté, devraient figurer sur une des listes suivantes, cela aurait pour résultat de supprimer toute portée au principe énoncé

au § 1er et, partant, les garanties que ce principe implique pour l'officier.

+

Tenant compte de ces observations et de quelques modifications de pure forme, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 6 de la manière suivante :

"Article 6.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale établit la liste des candidats à examiner dans un corps, en suivant l'ordre de leur ancienneté dans le dernier grade.

Sous réserve des nouvelles inscriptions prévues par l'article 10 et des éventuelles dérogations prévues au § 4 du présent article, le candidat inscrit en premier lieu sur la liste doit être celui qui suit immédiatement dans l'ordre d'ancienneté le dernier candidat de la liste précédente.

§ 2. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, les généraux-majors de la force terrestre sont inscrits, pour l'examen de leur candidature au grade de lieutenant général, sur une liste unique établie selon l'ordre de leur ancienneté dans le grade de sous-lieutenant; il en est de même des colonels de la force terrestre pour l'examen de leur candidature au grade de général-major.

Pour l'établissement de ces listes, l'ancienneté de sous-lieutenant des candidats qui ont subi un retard dans l'avancement lors d'une promotion antérieure est diminuée du temps qui s'est écoulé entre leur dépassement et leur promotion à ce grade.

.../...

§ 3. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux corps spécialisés de la force terrestre suivants : les corps des administrateurs militaires, du service de santé, du service vétérinaire, du service de l'intendance et des officiers ingénieurs des fabrications militaires.

§ 4. Lors de l'établissement de la liste des candidats, le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas exceptionnels, déroger à l'ordre d'ancienneté des candidats portés sur cette liste. Il signale la dérogation et les motifs de celle-ci au comité et mention en est faite au procès-verbal de la séance".

+

+

+

L'article 39 de la loi prévoit que l'officier candidat à un grade d'officier subalterne peut faire valoir ses justifications lorsqu'un avis défavorable est transmis concernant sa candidature. L'article 7 du projet ne contient pas de disposition similaire pour les officiers candidats à un grade d'officier général ou supérieur; comme l'intention du Gouvernement est bien d'accorder une telle garantie à tous les officiers, il serait souhaitable de compléter l'article 7 par les mots : "qui peut faire valoir ses observations".

+

+

+

L'article 8, alinéa 1er, dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale notifie au comité le nombre maximum d'emplois qui pourront être attribués aux candidats inscrits sur la liste visée à l'article 6".

.../...

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition confère au Ministre un pouvoir discrétionnaire pour la fixation du nombre d'emplois à conférer, à la condition de demeurer dans les limites tracées par les lois de cadres et les arrêtés qui les exécutent.

Le rapport au Roi révèle cependant que "pour déterminer ce nombre, le Ministre aura le souci, d'une part, de maintenir constant l'âge moyen de nomination aux différents grades et, d'autre part, d'accorder aux promotions successives des chances d'avancement comparables". Ce passage du rapport au Roi devrait trouver sa place dans l'article 8 lui-même parce qu'il énonce les règles sur lesquelles le Ministre aura à se baser pour fixer le nombre des emplois à conférer.

+
+ +

Suivant les explications qui furent données au Conseil d'Etat, c'est au cours de la séance du comité que le Ministre notifie le nombre d'emplois à conférer. Il y aurait lieu de compléter l'article 8, alinéa 1er, en y ajoutant cette précision importante.

+
+ +

L'article 44, alinéa 2, 2°, de la loi dispose :

"les généraux-majors sont choisis parmi les colonels des différents corps, selon les règles que le Roi détermine et qui doivent concilier les intérêts supérieurs de l'armée avec une proportion équitable d'officiers généraux issus des différents corps".

.../...

L'article 8 du projet ne formule pas les règles que prévoit cette disposition de la loi. L'alinéa 2 de l'article 8 se borne à prévoir que le Ministre notifie au comité à la fois le nombre maximum d'emplois qui pourront être attribués à chaque corps et le nombre maximum d'emplois à attribuer à l'ensemble des candidats; l'alinéa 3 prévoit, de son côté, que si le nombre de candidats généraux-majors d'un corps déterminé est insuffisant, le Ministre ne fera concourir les candidats que pour les emplois réservés à l'ensemble.

Le projet ne comprend donc aucune règle que le Ministre devra suivre pour assurer l'équilibre voulu par la loi.

On en trouve cependant sur ce point dans le rapport au Roi, où on peut lire que "pour fixer le nombre maximum d'emplois réservés à chaque corps et le nombre maximum d'emplois réservés à l'ensemble des candidats de différents corps, le Ministre, pour respecter la volonté exprimée par le législateur, tiendra compte, outre des objectifs cités plus haut, du nombre d'officiers généraux existants, de leur appartenance aux différents corps et du nombre de candidats examinés dans ces différents corps".

Ces critères fournissent la substance des règles que la loi charge le Roi de déterminer dans l'arrêté lui-même.

+
+ +

.../...

Tenant compte de ces diverses observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 8 de la manière suivante :

"Article 8.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale notifie au comité, au cours de la séance d'examen des candidatures, le nombre maximum d'emplois qui pourront être attribués aux candidats inscrits sur la liste prévue à l'article 6.

Le Ministre fixe ce nombre, en tenant compte de la nécessité : - de maintenir constant l'âge moyen de nomination aux différents grades - d'accorder aux promotions successives des chances d'avancement comparables.

§ 2. Lorsqu'il s'agit de candidats au grade de général-major, le Ministre de la Défense nationale notifie au comité supérieur, au cours de la séance, à la fois le nombre maximum d'emplois qui pourront être attribués à chacun des corps considérés et le nombre maximum d'emplois qui pourront être attribués à l'ensemble des candidats.

Si le nombre de candidats généraux-majors d'un corps déterminé est jugé insuffisant, le Ministre de la Défense nationale ne les fait concourir que pour le nombre d'emplois réservés à l'ensemble de ceux-ci.

.../...

Pour déterminer les nombres d'emplois prévus à l'alinéa 1er et pour apprécier si les candidats se présentent en nombre suffisant, le Ministre de la Défense nationale tiendra compte, outre des éléments visés au paragraphe 1er, alinéa 2 :

- du nombre des emplois réservés à des officiers généraux dans chaque corps;
- du nombre des officiers généraux et de leur appartenance aux différents corps;
- du nombre des officiers de tout grade dans chaque corps;
- du nombre de candidats examinés dans ces différents corps".

+

+ +

L'article 9 devrait prévoir la mention au procès-verbal du nombre d'emplois à conférer; il gagnerait, en outre, à être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Les délibérations du comité sont secrètes. Les avis des comités sont exprimés par un vote. Ils sont formulés au Ministre de la Défense nationale sous la forme de recommandations des candidats jugés les plus aptes à remplir les fonctions du grade supérieur.

Le nombre des candidats recommandés ne peut être supérieur au nombre maximum d'emplois fixé par le Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 8.

.../...

Un procès-verbal est dressé par le secrétaire du comité et transmis au Ministre de la Défense nationale; il doit faire mention de la composition du comité, des noms des officiers dont la candidature a été examinée, du nombre d'emplois à conférer et des résultats des votes".

+

+ +

L'article 10 prévoit, en ses alinéas 2 et 3, que l'officier peut être inscrit une deuxième et une troisième fois sur une liste de candidats; on ne voit, dès lors, pas l'utilité de l'alinéa 4 de cet article qui répète que le candidat réinscrit fait partie de la nouvelle liste à laquelle il est rattaché. Cet alinéa 4 peut être omis.

+

+ +

L'article 11 du projet dispose :

"Notre choix s'opère sur proposition du Ministre de la Défense nationale, dans l'ordre de succession des listes de candidats et, dans chacune des listes, à concurrence au maximum du nombre d'emplois attribués par le Ministre de la Défense nationale lors de l'examen en comité.

Le Ministre de la Défense nationale n'est pas tenu de se rallier aux avis du comité.

.../...

Le procès-verbal de la séance du comité nous est transmis au plus tard à l'appui de la première proposition de nomination.

Dès nomination d'un des candidats d'une liste, aucune nomination ne peut plus être faite dans une liste antérieure.

... "

Etant donné la compétence d'annulation des actes des autorités administratives conférée au Conseil d'Etat, une telle disposition doit être examinée dans la perspective d'une bonne organisation du contentieux administratif.

Originellement, la section d'administration du Conseil d'Etat admettait que l'on poursuive en annulation l'acte du Ministre de la Défense nationale agréant ou refusant d'agréer telle ou telle candidature. A partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 mars 1951 qui changea la réglementation existante, le Conseil d'Etat fut amené à modifier sa jurisprudence. Il estime actuellement que l'acte accompli par le Ministre, après l'avis du comité d'avancement, est un acte qui ne fait que préparer l'acte de nomination; seul ce dernier peut être poursuivi en annulation.

La section d'administration continue cependant à admettre l'existence d'un acte du Ministre préalable à la nomination et susceptible d'être annulé lorsque,

.../...

à la suite de l'examen des candidatures, aucune nomination n'est faite bien qu'il y ait des emplois vacants (Conseil d'Etat Henry de la LINDI, 24 septembre 1954, n° 3679, D.B., p. 809 et 23 mars 1956, n° 5047, D.B., p. 251 et Conseil d'Etat THOMAS, des mêmes dates). Cette jurisprudence se comprend, car, dans cette hypothèse, l'officier non promu ne peut attaquer aucune nomination, et on ne saurait admettre qu'il soit privé de tout recours, alors que la procédure d'examen des candidatures, cependant clôturée, aurait été gravement viciée.

Il semble que la section d'administration pourrait être amenée à adopter la même solution dans le cas où seraient nommés des officiers en nombre inférieur à celui des candidats recommandés.

Dans cette hypothèse, en effet, il se peut que le candidat, soucieux comme il convient de ne pas attaquer inconsidérément les nominations déjà faites et espérant encore être nommé, alors qu'il pourrait se plaindre de vice grave dans l'examen de sa candidature, se trouve finalement forclos.

La loi du 23 décembre 1946, en instituant un recours pour excès de pouvoir, a entendu donner à tous les mêmes possibilités de se faire rendre justice.

C'est pourquoi, - bien qu'on puisse penser que les tempéraments déjà apportés et que pourrait encore apporter la section d'administration à la règle de principe selon laquelle seules les nominations peuvent être

.../...

attaquées seront de nature à réaliser ce vœu du législateur, - il serait souhaitable, pour clarifier davantage l'organisation du contentieux de l'avancement des officiers comme pour éviter des recours inutiles naissant de la crainte d'agir trop tard, de compléter le projet :

- d'une part en prévoyant la notification aux candidats de l'avis du comité et du nombre d'emplois auxquels il pourra être pourvu;
- d'autre part, en prévoyant pour les cas où les nominations ne peuvent être attaquées, l'existence d'une décision du Ministre de la Défense nationale refusant l'agrégation.

La première modification consisterait à compléter l'article 9 du projet par l'alinéa suivant :

"L'avis du comité est notifié aux candidats ainsi que le nombre d'emplois auxquels il pourra être pourvu".

La seconde modification consisterait à insérer comme avant-dernier alinéa de l'article 11 du projet, la disposition suivante :

"Lorsqu'aucune nomination de candidats portés sur une liste n'intervient ou lorsque sont nommés des officiers en nombre inférieur au nombre des candidats recommandés, le Ministre de la Défense nationale clôture la procédure d'examen des candidatures par une décision refusant d'agréer les officiers non nommés; cette décision est notifiée à ces candidats".

.../...

CHAPITRE II. - LES COMMISSIONS.

L'arrêté royal du 30 mai 1953, relatif à l'officier commissionné au grade en vertu de la loi du 10 avril 1953, fixait notamment le traitement, les allocations et indemnités auxquels il avait droit; il prévoyait également des règles spéciales concernant l'âge de sa mise à la retraite.

Les articles 14 et 15 du projet, qui ont trait eux aussi à une commission à un grade, ne contiennent aucune disposition de ce genre.

D'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat des précisions ne sont nécessaires étant donné la précarité de la commission visée, que pour ce qui concerne le régime pécuniaire; les dispositions relatives à cet objet trouveront, dans chaque cas, place dans l'arrêté conférant la commission.

Le début de l'article 15 pourrait être rédigé comme suit :

"La commission au grade dont il est question à l'article 14 ...".

+

+

+

CHAPITRE III. - LES TRANSFERTS.

L'article 16 gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Article 16.-

Lorsqu'un transfert d'office, en application de l'article 29 de la loi du 1er mars 1958, est envisagé, l'officier intéressé en est avisé.

Il dispose, à dater de ce jour, d'un délai de huit jours pour faire valoir ses objections éventuelles".

+

+ +

Les articles 17 à 19 ayant trait, tous trois, à la consultation d'un comité sur l'opportunité du transfert envisagé, il semble préférable de les fusionner en un seul article qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 17.-

§ 1er. Un comité chargé de donner un avis sur l'opportunité du transfert est réuni à l'intervention du Ministre de la Défense nationale.

§ 2. La composition du comité est fixée par le Ministre de la Défense nationale. Il est composé d'officiers supérieurs ou généraux en activité de service et plus anciens que l'officier dont le transfert est examiné; il comporte au minimum trois membres dont les inspecteurs généraux intéressés au transfert.

§ 3. Le comité, après avoir pris connaissance des objections éventuelles soulevées par l'officier intéressé, donne au Ministre de la Défense nationale un avis motivé auquel est annexé le procès-verbal des délibérations; ces deux documents sont joints à la proposition qui Nous est faite par le Ministre de la Défense nationale".

+

+ +

CHAPITRE IV.- L'ANCIENNETÉ.

L'article 20 dispose :

"L'ancienneté relative des sous-lieutenants nommés à la même date et qui ont participé à un même examen, est déterminée par le classement établi selon l'ordre décroissant des cotes obtenues à l'issue des cours et épreuves imposés pour leur nomination".

Une telle disposition suppose que le classement des candidats au grade de sous-lieutenant est effectué en tenant compte, uniquement, des cotes obtenues à l'issue des cours et épreuves imposés pour leur nomination. Actuellement, il n'en est pas ainsi, puisque l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre prévoit qu'interviennent, pour ce classement, non seulement le résultat des épreuves, mais également l'ancienneté de service, les aptitudes professionnelles et la manière de servir. Si l'arrêté qui sera pris en exécution de la loi du 1er mars 1958, et qui réglera le recrutement des officiers par la voie du cadre, reprend des dispositions similaires à celles de l'arrêté royal du 29 avril 1954, on se trouvera en présence de deux classements, ce qui sera susceptible de provoquer des difficultés lorsqu'ils ne coïncideront pas exactement.

L'article 20 et la dernière disposition de l'article 21 devraient être réexaminés à la lumière de cette observation.

+

+ - +

.../...

La formule "les officiers issus des diverses sources de formation", de l'article 21, pourrait être remplacée par la suivante : "les officiers qui ont suivi des cycles de formation différents".

+
+ +

L'article 22, § 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 2. L'ancienneté dans le grade dont l'officier est titulaire est modifiée et est fixée entre celle de l'officier qui le précède et celle de l'officier qui le suit immédiatement dans le grade de sous-lieutenant.

Lorsque la perte d'ancienneté a pour effet de classer l'officier parmi des officiers d'un grade inférieur à celui dont il est lui-même titulaire, il est classé provisoirement à la suite des officiers de son grade jusqu'à la nomination à ce grade de tous les officiers de son corps, dont l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant est devenue supérieure à la sienne et qui suivent une carrière normale. A ce moment, il sera procédé à son classement parmi les officiers de son grade".

+
+ +

.../...

L'article 23 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 23.-

L'officier transféré, que l'application de l'article 38 de la loi du 1er mars 1958 aurait pour effet de ranger parmi les officiers d'un grade inférieur au sien, sera classé provisoirement à la suite des officiers de son grade, jusqu'à la nomination à ce grade de tous les officiers de son corps nommés au grade de sous-lieutenant à la même date que lui, qui suivent une carrière normale et dont l'ancienneté relative est supérieure à la sienne; à ce moment, il sera procédé à son classement parmi les officiers de son grade.

L'officier transféré, que l'application des mêmes prescriptions aurait pour effet de ranger parmi les officiers d'un grade supérieur au sien, sera classé provisoirement en tête des officiers de son grade, jusqu'à sa promotion au grade supérieur; à ce moment, il sera procédé à son classement parmi les officiers de son grade".

+

+ . +

L'article 37 de la loi du 1er mars 1958, inséré dans le chapitre VI, du Titre Ier, ayant trait à l'ancienneté pour l'avancement de grade, prévoit, dans certains cas, l'octroi d'une bonification d'ancienneté à des officiers ayant effectué certaines études supérieures.

.../...

Le dernier alinéa de cet article dispose :

"Le Roi détermine les études qui peuvent donner lieu à l'octroi d'une bonification d'ancienneté, ainsi que les autres conditions qui doivent être remplies pour en bénéficier".

Le projet ne contient aucune disposition exécutant cet article. Il semble que ce soit dans le chapitre IV que devraient être insérées les dispositions nécessaires.

+

+ +

CHAPITRE V. - LE RETRAIT D'EMPLOI.

L'article 24 du projet exécute l'article 18 de la loi créant la suspension par mesure d'ordre d'un officier, lorsque sa présence dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom de l'armée.

La loi disposant elle-même qu'il s'agit d'une mesure d'ordre, l'alinéa 1er de l'article 24 est inutile et peut être omis.

+

+ +

Il résulte de l'article 24 que l'officier intéressé n'aura pas l'occasion de faire valoir ses moyens de défense, ni avant le prononcé de la

.../...

suspension, ni avant sa prolongation. Il est à remarquer que l'article 102 du statut des agents de l'Etat accorde certaines garanties à l'agent dont la suspension est prolongée.

+

+ +

Tels qu'ils sont rédigés, les alinéas 2 et 3 de l'article 24 ne permettraient pas au Ministre de la Défense nationale de suspendre un officier au sujet duquel le supérieur hiérarchique a fait un rapport sans conclure expressément à ce qu'une mesure de suspension soit prise.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, il serait préférable de rédiger les alinéas 2 et 3 de cet article de la manière suivante :

"Article 24.-

La suspension par mesure d'ordre d'un officier est prononcée par le Ministre de la Défense nationale, soit sur proposition d'un chef hiérarchique de l'officier, d'un rang au moins égal à celui de chef de corps, soit d'office".

+

+ +

L'article 17 de la loi du 1er mars 1958 dispose que "l'officier peut être mis, pour une période déterminée, en non-activité par mesure disciplinaire. La mesure est prise par le Roi. Elle est toutefois prise par le Ministre de la Défense nationale, lorsque sa durée ne doit pas excéder un mois".

L'article 25 du projet, qui exécute cet article de la loi, soulève d'importantes objections.

Il dispose, en son alinéa 1er, que la mise en non-activité par mesure disciplinaire peut être infligée à l'officier "qui a fait l'objet d'une proposition de mise à la pension par application de l'article 3, A, 1° ou 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires".

Une telle disposition révèle une confusion. Si l'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifiées par la loi du 13 juillet 1934, prévoit la mise à la pension d'office, comme conséquence d'une non-activité par mesure disciplinaire, par contre, le 2° a trait à la mise à la pension des officiers "qui ne sont plus jugés aptes à exercer les fonctions de leur grade", en raison de leur inaptitude morale ou professionnelle. La mise à la pension par application de cet article 3, A, 2°, ne constitue pas la sanction de fautes disciplinaires; le Roi ne peut, dès lors, sans excéder ses pouvoirs, prévoir une mise en non-activité par mesure disciplinaire, comme conséquence d'une inaptitude morale ou professionnelle.

+

+ +

La non-activité par mesure disciplinaire peut avoir, même lorsqu'elle n'est pas suivie d'une mesure plus grave, telles la démission d'office ou la mise à la pension par mesure disciplinaire, des conséquences importantes pour toute la carrière future de l'officier, non seulement parce que la trace en subsistera dans son dossier personnel, mais également parce que, suivant l'article 36 de la loi, la période passée dans cette position sera décomptée de son ancienneté.

.../...

De telles conséquences requièrent, incontestablement, que l'officier puisse avoir connaissance des griefs qui sont formulés à son égard et qu'il puisse faire valoir ses moyens de défense. En ne prévoyant aucune garantie pour les droits de la défense de l'officier, le projet innove et va à l'encontre d'un principe de droit généralement consacré par les textes et reconnu par la jurisprudence. L'arrêté royal du 14 juillet 1951, instituant une procédure en vue des mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes, donne d'ailleurs aux officiers les garanties que l'on ne retrouve pas dans le projet actuel.

Il conviendrait de revoir l'article 25, de manière à assurer aux officiers les garanties fondamentales indispensables.

Si l'on voulait pour ce faire, s'inspirer de l'arrêté royal du 14 juillet 1951, il y aurait lieu de réunir dans un seul article, les articles 25 et 26 et de prévoir, pour la mise en non-activité, la procédure décrite aux articles 27 et suivants.

Une telle solution aurait comme effet de supprimer également d'autres difficultés. Il peut arriver que, par application de l'article 25, une non-activité soit prononcée sans qu'il y ait eu de peine disciplinaire, alors que l'article 56 du règlement de discipline exige que toute mesure disciplinaire, qui n'est point la conséquence immédiate d'une condamnation, ait été précédée d'une punition infligée à raison de la dernière transgression commise.

.../...

Le projet ne prévoit pas en son article 25, de dérogation à ce principe; il la prévoit, par contre, en son article 26, alinéa dernier.

A s'en tenir à la lettre de l'article 25 enfin, l'on doit considérer que, si le supérieur hiérarchique fait une proposition de mise en non-activité par mesure disciplinaire, le Ministre ne peut prendre une mesure plus grave.

Ces diverses observations révèlent que l'article 25 du projet doit être réexaminé par le Gouvernement, ainsi que la suggestion formulée ci-dessus.

+

+ +

C'est sous réserve des observations qui viennent d'être faites concernant l'article 25 que sont examinés les articles 26 à 32 du projet.

+

+ +

Suivant l'article 26, alinéa dernier, les mesures visées dans l'alinéa précédent "peuvent être prises sans qu'il ait été nécessairement infligé, au préalable, une peine disciplinaire à l'officier en cause".

Une telle disposition, qui déroge à l'article 56 du règlement de discipline, est rédigée en termes trop généraux et elle ne peut concerner la mise à la pension pour inaptitude. De plus, elle trouverait mieux sa place en fin de la section.

+

+ +

L'article 26 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 26.-

Tout supérieur hiérarchique d'un rang au moins égal à celui de chef de corps, qui estime que le retrait définitif d'emploi doit être prononcé à l'égard d'un officier, rédige un rapport circonstancié contenant un exposé des faits, un avis sur leur gravité et des propositions quant à l'application de l'une des mesures suivantes :

- 1° la mise à la pension par application de l'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires ou la comparution devant un conseil d'enquête en vue de la démission d'office, si les faits reprochés relèvent de la discipline militaire;
- 2° la mise à la pension par application de l'article 3, A, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, si les faits reprochés prouvent l'inaptitude morale ou professionnelle".

+

+ +

Les articles 27 à 30 seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 27.-

Le rapport est porté à la connaissance de l'officier intéressé. Celui-ci y appose sa signature sous la mention "Vu"; il peut, dans un délai de huit jours à dater de la communication, y joindre un mémoire.

.../...

Toute considération que l'auteur du rapport jugerait utile de formuler au sujet de ce mémoire doit être portée à la connaissance de l'officier intéressé; celui-ci dispose d'un nouveau délai de huit jours pour établir, s'il le désire, un mémoire complémentaire.

Article 28.-

Le dossier, auquel est annexé un inventaire des pièces, est transmis au Ministre de la Défense nationale par la voie hiérarchique.

Chaque supérieur hiérarchique émet, au sujet de la mesure à appliquer, un avis qui est porté à la connaissance de l'officier intéressé; celui-ci y appose sa signature sous la mention "Vu". Si un fait nouveau est allégué, l'officier dispose d'un délai de huit jours pour établir, s'il le désire, un mémoire complémentaire.

Article 29.-

Le Ministre de la Défense nationale constitue ou fait constituer par l'autorité militaire une commission d'information de trois officiers ayant pour mission de dresser le rapport circonstancié dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'il est mis au courant, par une voie autre que la voie hiérarchique, de faits de nature à donner lieu à l'application de l'une des mesures visées à l'article 26;
- 2° lorsque sont mis en cause, en même temps, des officiers qui ne relèvent d'aucun supérieur hiérarchique commun;
- 3° lorsqu'est mis en cause un officier qui ne relève d'aucun supérieur hiérarchique.

Article 30.-

La commission d'information comprend :

- un officier général ou supérieur, président,
- deux officiers d'un grade supérieur à celui de l'officier intéressé ou tout au moins plus anciens dans le même grade.

La commission d'information entend l'officier intéressé; les déclarations sont actées dans le procès-verbal et signées par lui.

L'officier intéressé signe sous la mention "Vu" les propositions de la commission".

+

+ +

L'article 31 du projet dispose :

"Dans le cas visé à l'article 27, alinéa 1er, l'officier intéressé aura connaissance des faits mis à sa charge et sera admis à faire valoir ses moyens de défense par dépôt d'un mémoire écrit, avant qu'une des décisions prévues à l'article 26 ne soit prise à son égard".

En disposant que l'article 31 s'applique "dans le cas visé à l'article 27, alinéa 1er", le projet emploie une terminologie défectueuse pour signifier qu'il s'applique "lorsque la nature des faits ou les circonstances exigent le secret".

+

+ +

.../...

L'article 31 est appelé à remplacer l'article 4 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951, instituant une procédure en vue des mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes.

En prévoyant que "l'officier intéressé aura connaissance des faits" mis à sa charge, l'article 31 n'accorde pas autant de garanties, au point de vue des droits de la défense, que l'arrêté royal du 14 juillet 1951.

On n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles ces garanties sont supprimées et ce d'autant moins que suivant les explications données au Conseil d'Etat, l'article 4 de ce dernier arrêté n'a jamais jusqu'à ce jour été appliqué.

Il est proposé, en conséquence, de rédiger l'article 31 de la même manière que l'article 4 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951 :

"Article 31.-

Si la nature des faits ou les circonstances exigent le secret, le rapport et les avis ne sont pas immédiatement communiqués à l'officier intéressé. Celui-ci aura, toutefois, connaissance de ces documents et sera admis à faire valoir ses moyens de défense, soit verbalement, soit par écrit, avant qu'une décision soit prise à son égard.

.../...

Cette communication n'est pas requise si le Ministre de la Défense nationale ne donne pas suite au rapport".

+
+ +

L'article 32 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale n'est pas lié par les propositions des chefs hiérarchiques ou de la commission d'information".

Les avis des chefs hiérarchiques et de la commission ne peuvent lier le Ministre, en raison de la nature purement consultative de ces avis; cet article est, dès lors, inutile et doit être omis.

+
+ +

C'est à la place de l'article 32 que devrait être inséré l'alinéa dernier de l'article 26 dont il est parlé ci-dessus. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 32.-

La mise à la pension par application de l'article 3, A, 1^o, des lois coordonnées sur les pensions militaires et le renvoi devant un conseil d'enquête peuvent être décidés sans que l'officier n'ait été, au préalable, l'objet d'une peine disciplinaire pour les mêmes faits".

+
+ +

.../...

L'article 33 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 33.-

Tout conseil d'enquête est composé de cinq membres, dont un président. Ces membres doivent être d'un grade supérieur à celui de l'officier qui comparaît devant le conseil ou tout au moins plus anciens dans le même grade".

+
+ +

L'article 34, § 1er, dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale désigne deux officiers généraux ou supérieurs, pour assumer, pendant un an, le premier, à titre de président effectif et, le second, à titre de suppléant, la présidence des conseils d'enquête qui seront constitués au cours de l'année".

Suivant ce texte, le Ministre pourrait désigner comme président effectif et comme président suppléant deux officiers supérieurs alors que, au cours des travaux préparatoires de la loi du 1er mars 1958, il a été déclaré que "la présidence du conseil est confiée à un officier général ou à un officier supérieur en cas d'impossibilité" (session 1957-1958, Sénat, doc. 128).

Il serait, dès lors, plus conforme aux intentions du législateur de ne confier la présidence du conseil à un officier supérieur qu'au titre de suppléant.

.../...

L'article 34, § 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale désigne un officier général pour assumer, pendant un an, la présidence des conseils d'enquête qui seront constitués au cours de l'année. Il désigne comme président suppléant un officier général ou supérieur".

+
+ +

Les articles 35 et 36 ont trait à la récusation des membres du conseil d'enquête.

L'article 35 dispose notamment que "les officiers qui auraient été mêlés aux incidents donnant lieu à l'enquête ou qui auraient pris part à la procédure antérieure, sont tenus de se récuser comme membres du conseil d'enquête".

Une telle disposition trouverait mieux sa place dans l'article 33 du projet qui a trait à la composition du conseil d'enquête; elle formerait un alinéa 2, rédigé comme suit :

"Ne peuvent faire partie du conseil d'enquête, les officiers qui ont été mêlés aux incidents donnant lieu à l'enquête ou qui ont pris part à la procédure antérieure".

+
+ +

.../...

Pour mieux faire ressortir les règles relatives à la récusation des membres du conseil d'enquête, les articles 35 et 36 devraient être rédigés comme suit :

"Article 35.-

§ 1er. Le président du conseil d'enquête notifie, par lettre recommandée à la poste, à l'officier intéressé, la composition du conseil constitué pour examiner les faits qui sont mis à sa charge.

§ 2. Tout membre du conseil d'enquête peut être récusé pour les causes énumérées à l'article 378 du Code de procédure civile.

Dans un délai de quatre jours à dater de la notification de la composition du conseil d'enquête, l'officier intéressé doit faire valoir la cause de récusation auprès du président; si elle est établie, le président décide que le membre du conseil d'enquête récusé doit s'abstenir.

§ 3. Tout membre du conseil d'enquête qui sait cause de récusation en sa personne, est tenu de la déclarer au président qui décide s'il doit s'abstenir.

Article 36.-

L'officier intéressé doit faire connaître, dans le délai fixé à l'article 35, § 2, alinéa 2, au président, le nom et l'identité des témoins qu'il désire faire entendre par le conseil".

+

+

+

.../...

L'article 38, alinéa 1er, dispose :

"L'officier inculpé peut se faire assister par un défenseur de son choix; il en informe le président dès réception de la convocation à comparaître".

En désignant l'officier appelé à comparaître devant le conseil d'enquête par les termes d'"officier inculpé" l'article perd de vue que dans le système du projet le conseil d'enquête connaît non seulement des fautes des officiers, mais également de leur inaptitude morale ou professionnelle. Il serait, dès lors, préférable de remplacer ces termes par ceux d'"officier en cause" dont se sert entre autres déjà l'article 37.

Afin d'éliminer les agents d'affaires et les autres intermédiaires qui pourraient ne pas offrir les garanties souhaitables, il est préférable de prévoir, comme dans d'autres règlements de procédure, que le défenseur, sauf s'il est avocat ou officier, doit être agréé par le président du conseil d'enquête. L'article 38, alinéa 1er, pourrait, dès lors, être complété par la disposition suivante :

"Si le défenseur n'est ni avocat ni officier des forces armées, il doit être agréé par le président".

+

+ +

L'article 38, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le dossier est mis à la disposition de l'officier et de son défenseur au moins huit jours avant la réunion du conseil, aux heures et endroit fixés par le président".

+

+ +

L'article 39 du projet dispose :

"Le conseil d'enquête peut faire appel, à titre consultatif, à tout expert qu'il juge utile d'entendre".

Cette disposition n'est pas rédigée d'une manière suffisamment large; en effet, le conseil doit pouvoir, suivant l'article 40, entendre les témoins qu'il estimerait nécessaire de convoquer.

Cet article du projet pourrait être remplacé par la disposition suivante :

"Article 39.-

Le conseil d'enquête peut entendre toute personne dont il estime le concours utile".

+

+ +

L'article 40, § 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le président du conseil expose le motif de la convocation et interroge le comparant sur les faits allégués à sa charge.

Il interroge les témoins produits par l'officier en cause et les personnes que le conseil d'enquête estime nécessaire d'entendre".

+

+ +

.../...

A l'article 40, § 2, l'expression "officier inculpé" doit également être remplacée par celle d'"officier en cause".

L'article 40, § 3, gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 3. L'officier intéressé peut faire parvenir au président du conseil d'enquête, un mémoire résumant ses moyens de défense.

Ce mémoire doit être envoyé par lettre recommandée à la poste, dans les huit jours à dater de la comparution; la date de la poste fait foi pour cet envoi".

Les articles 41 à 44 ont trait à la décision du conseil d'enquête et à celle qu'ensuite prendra le Roi ou le Ministre.

Il est proposé d'apporter à ces articles diverses modifications de pure forme; de plus, l'article 44 devrait faire la distinction entre la mise à la pension par mesure disciplinaire et la mise à la pension pour inaptitude, cette dernière ne pouvant, comme il a été dit ci-dessus, être considérée comme une mesure disciplinaire.

Ces articles pourraient être rédigés comme suit :

"Article 41.-

Si, à l'expiration du délai fixé pour le dépôt du mémoire, le conseil d'enquête ne se juge pas suffisamment informé, il est tenu de rouvrir les débats.

.../...

Article 42.-

§ 1er. Si, à l'expiration du délai fixé pour le dépôt du mémoire, le conseil d'enquête juge l'affaire en état, il statue sur l'existence des faits mis à charge de l'officier intéressé; si, à la majorité des voix, l'existence des faits est reconnue, le conseil d'enquête donne, sans délai, son avis sur leur gravité ainsi que sur leur incompatibilité avec l'état d'officier.

§ 2. Le président et les membres du conseil d'enquête se prononcent par "oui" ou par "non", à commencer par l'officier le moins ancien, sur les questions suivantes :

1° les faits sont-ils établis ?

2° les faits sont-ils graves ?

3° les faits sont-ils incompatibles avec l'état d'officier?

L'avis du conseil d'enquête sur les deuxième et troisième questions est motivé.

Article 43.-

Le dossier complet de l'affaire, auquel est joint un inventaire, est envoyé sans délai au Ministre de la Défense nationale.

Le président du conseil d'enquête notifie à l'officier intéressé, par lettre recommandée à la poste, la décision rendue concernant l'existence des faits et, si ceux-ci sont établis, les avis motivés relatifs au caractère de gravité de ces faits et à leur caractère d'incompatibilité avec l'état d'officier.

.../...

Article 44.-

§ 1er. Lorsque le conseil d'enquête a déclaré les faits constants, le Ministre de la Défense nationale nous soumet un projet d'arrêté motivé qui prononcera, selon la gravité des faits : soit la démission d'office, soit la non-activité par mesure disciplinaire pour une durée supérieure à un mois, suivie ou non de la mise à la pension par application de l'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires; si le Ministre estime que la gravité des faits ne justifie pas une de ces mesures, il prononcera lui-même la non-activité par mesure disciplinaire pour moins d'un mois ou renverra le dossier à la discipline du corps.

Lorsque les faits déclarés constants par le conseil d'enquête ne relèvent pas de la discipline militaire mais sont considérés par le Ministre comme révélant l'inaptitude morale ou professionnelle de l'officier intéressé, il nous soumet, s'il y a lieu, un projet d'arrêté motivé qui prononcera la mise à la pension par application de l'article 3, A, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires.

§ 2. La démission d'office ne peut être prononcée avant un délai de quinze jours à dater de la notification prévue à l'article 43".

+

+ +

Suivant l'article 45 du projet, l'officier auquel le grade a été "retiré en application de l'article 11, § 1er, 2°, 3°, 4° et 5°, de la loi du 1er mars 1958 et qui est encore astreint à des obligations militaires, est remplacé soldat, matelot ou gendarme".

.../...

Une telle disposition ne fait pas de distinction entre l'officier auquel le grade est retiré pour des raisons disciplinaires et celui qui est l'objet d'une même mesure à la suite d'une mise à la pension pour inaptitude ou de la démission acceptée de son emploi.

Une telle distinction a été faite par la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément; l'officier qui quitte ce cadre pour inaptitude professionnelle pourra continuer à remplir ses obligations militaires comme sous-officier de réserve.

+
+ +

L'article 45 gagnerait au demeurant à être rédigé comme suit :

"Article 45.-

L'officier auquel le grade est retiré en application de l'article 11, § 1er, 2°, 3°, 4° et 5° de la loi du 1er mars 1958 et qui est encore astreint à des obligations militaires est remplacé, suivant le cas, soldat, matelot ou gendarme".

CHAPITRE VI. - LA POSITION DE L'OFFICIER SEPARÉ
DE L'ARMÉE.

L'objet de ce chapitre ne peut être de créer une position spéciale pour l'officier séparé de l'armée, mais bien d'exécuter l'article 26 de la loi du 1er mars 1958.

.../...

Il serait, dès lors, préférable de rédiger l'intitulé du chapitre de la manière suivante :

"CHAPITRE VI. - L'OFFICIER SEPARÉ DE L'ARMÉE".

+

+ +

A l'article 46, les mots "de toute urgence" peuvent être omis ou remplacés par les mots "sans délai".

+

+ +

La disposition finale de l'article 48 devrait être rédigée comme suit :

"... et de lui faire les propositions qu'elle estimera nécessaires".

+

+ +

Les articles 49 et 50 ont trait à l'intervention du conseil d'enquête.

L'article 49 se réfère à l'article 33 qui fixe la composition du conseil d'enquête; l'article 50 se réfère aux articles 40, 41 et 42 qui concernent certaines règles de procédure à suivre devant ce conseil, ses décisions et ses avis.

Pour éviter toute difficulté d'interprétation, il serait préférable de reprendre dans le chapitre concernant l'officier séparé de l'armée, certaines des règles relatives au conseil d'enquête.

.../...

Suivant l'article 50, le conseil d'enquête doit répondre "au scrutin secret" à une question qui vient s'ajouter, semble-t-il, à celles prévues à l'article 42, alors que, dans ce dernier article, la réponse n'est pas donnée au scrutin secret. La réponse à cette question pouvant avoir des conséquences importantes pour l'avenir de l'officier, il semble qu'elle doive être motivée; dès lors, la forme de scrutin prévue à l'article 42 est indiquée ici aussi.

+
+ +

Pour tenir compte de ces observations, les articles 49 et 50 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 49.-

Après examen du dossier complet constitué comme il est dit aux articles qui précèdent, le Ministre de la Défense nationale défère, s'il y a lieu, l'officier au conseil d'enquête prévu au chapitre V, section 3.

Les dispositions de cette section sont applicables sous réserve des dispositions suivantes.

Article 50.-

§ 1er. Si, à l'expiration du délai fixé à l'officier pour le dépôt d'un mémoire devant le conseil d'enquête, celui-ci juge l'affaire en état, il statue sur l'existence des faits mis à charge de l'officier intéressé; si, à la majorité des voix, l'existence des faits est reconnue, le conseil d'enquête donne, sans délai, son avis sur la gravité des faits, sur leur

.../...

incompatibilité avec l'état d'officier et sur les conséquences qu'il y aurait lieu d'y attacher au point de vue de la position de l'officier pendant la période d'absence.

§ 2. Le président et les membres du conseil d'enquête se prononcent par "oui" ou par "non" à commencer par l'officier le moins ancien, sur les questions suivantes :

- 1° les faits sont-ils établis ?
- 2° les faits sont-ils graves ?
- 3° les faits sont-ils incompatibles avec l'état d'officier ?
- 4° faut-il convertir en tout ou en partie la période d'absence en non-activité ?

L'avis du conseil d'enquête sur les trois dernières questions est motivé.

Article

Le président du conseil d'enquête notifie à l'officier intéressé, outre la décision et les avis dont il est question à l'article 43, l'avis motivé du conseil sur la conversion éventuelle de tout ou partie de la période d'absence, en non activité.

Article

Lorsque le conseil d'enquête a déclaré les faits constants, l'article 44, est applicable; en outre, le Ministre nous propose les mesures à prendre concernant la fixation de la position de l'officier intéressé durant son absence".

.../...

CHAPITRE VII. - LES CONSEILS D'HONNEUR.

Les articles 51 et 52 gagneraient à être rédigés comme suit :

"Article 51.-

Le conseil d'honneur a pour mission d'instruire les faits imputés à des officiers et qui seraient de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de l'état d'officier.

Il ne peut connaître de faits ressortissant directement aux lois pénales ou au règlement de discipline militaire.

Article 52.-

Il est institué un conseil d'honneur :

- par bataillon ou corps équivalent;
- par division ou grande unité équivalente;
- par corps d'armée ou grande unité équivalente".

+

+ +

En deux endroits de l'article 53, il y a lieu de dire "à défaut" et non "à son défaut".

+

+ +

L'article 54 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 54.-

Le président et les membres du conseil d'honneur sont désignés pour un an; cette désignation peut être renouvelée.

.../...

Le président et les membres ont chacun un suppléant désigné de la même manière".

+

+ +

Si l'article 55 règle la composition du conseil lorsqu'il doit connaître de faits dans lesquels sont impliqués des officiers de carrière et des officiers de réserve, par contre, il ne règle pas la composition du conseil lorsque des officiers du cadre de complément ou du cadre auxiliaire de la force aérienne y sont impliqués en même temps que des officiers de carrière.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de régler la question de la même manière pour les divers cadres d'officiers, l'article 55 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 55.-

Le conseil d'honneur siège au nombre de trois membres, dont le moins ancien doit être du grade immédiatement supérieur à celui de l'officier en cause ou plus ancien dans le même grade.

Lorsqu'un ou plusieurs officiers d'un autre cadre sont mis en cause en même temps que des officiers de carrière, un membre du conseil doit faire partie de cet autre cadre".

+

+ +

.../...

L'article 56, alinéa 2, dispose :

"A la force navale, l'inspecteur général désigne trois membres choisis parmi les officiers de la force et répondant aux conditions fixées par l'article 55".

Suivant l'arrêté ministériel du 23 avril 1958 portant création des inspections générales, c'est le chef d'état-major général de la force navale qui exerce, dans cette force, les attributions d'inspecteur général. Il est, dès lors, préférable de modifier la rédaction de cet alinéa.

Le texte proposé ci-après donne suite à cette observation et apporte, de plus, à l'article 56 diverses modifications de forme :

"Article 56.-

§ 1er. S'il n'est pas possible de constituer au corps un conseil d'honneur composé de trois officiers plus anciens que les officiers mis en cause, l'affaire est portée devant le conseil d'honneur de division.

Ce dernier connaît également des faits relatifs à des officiers appartenant à deux corps d'une même division.

§ 2. A la force navale, le conseil de division est remplacé par un conseil d'honneur composé de trois membres désignés parmi les officiers de cette force, par l'officier exerçant les attributions d'inspecteur général".

+

+

+

.../...

Les articles 57 et 58 donnent au Ministre de la Défense nationale compétence pour désigner, dans divers cas, les membres du conseil d'honneur.

Il y aurait lieu d'y ajouter les hypothèses dans lesquelles les faits sont relatifs à des officiers appartenant à des corps d'armée différents ou à des forces différentes.

Il est proposé de fusionner ces deux articles dans le texte suivant :

"Article 57.-

Le Ministre de la Défense nationale compose le conseil d'honneur en tenant compte de la règle fixée par l'article 55 :

- 1° lorsqu'il n'est pas possible de composer le conseil d'honneur de division ou de corps d'armée de trois membres plus anciens que les officiers mis en cause;
- 2° lorsque le conseil d'honneur doit connaître de faits relatifs à un officier général ou à un officier qui ne peut être rattaché à un corps ou à une grande unité;
- 3° lorsque le conseil d'honneur doit connaître de faits relatifs à des officiers appartenant à des corps d'armée différents ou à des forces différentes".

+

+

+

.../...

L'article 59 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 59.-

Tout officier a le droit de signaler par écrit à un membre du conseil d'honneur, les écarts de conduite d'un officier qui seraient de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de l'état d'officier.

Ce membre fait part de la communication qu'il a reçue au président du conseil d'honneur qui en donne connaissance, suivant le cas, au commandant de bataillon, de division ou de corps d'armée".

+
+ +

L'article 60 peut être fusionné avec l'article 63; il doit trouver sa place après l'article 62.

+
+ +

L'article 62 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 62.-

Le conseil d'honneur peut aussi être saisi directement, suivant le cas, par le commandant de bataillon, de division ou de corps d'armée".

+
+ +

.../...

Les articles 60 et 63 pourraient être fusionnés, comme il est dit ci-dessus, dans la disposition suivante :

"Article 63.-

Le commandant de bataillon, de division ou de corps d'armée, suivant le cas, décide s'il y a lieu de convoquer le conseil d'honneur; il fixe la date de sa réunion".

+
+ +

Une disposition concernant la convocation du conseil d'honneur dont le Ministre a fixé lui-même la composition par application des articles 57 et 58 du projet, devrait être insérée immédiatement après l'article 63.

Dans l'ignorance où il est des intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte sur ce point.

+
+ +

Suivant l'article 64, "les officiers mis en cause ne peuvent récuser aucun membre du conseil".

Une telle disposition qui empêche de faire obstacle à la présence, parmi les membres du conseil d'honneur, d'un officier susceptible de manquer pour une raison quelconque d'impartialité, risque de priver l'avis du conseil de l'autorité qui doit s'y attacher. Elle prive en tout cas l'officier en cause d'une garantie traditionnelle.

.../...

Il est suggéré d'insérer en ses lieu et place une disposition similaire à celle de l'article 13, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 22 octobre 1949 instituant des conseils d'honneur pour sous-officiers de carrière :

"Les officiers mis en cause peuvent faire valoir, par écrit, auprès du président du conseil d'honneur, une cause de récusation pour motifs graves à l'égard d'un ou de plusieurs membres du conseil; si la cause de récusation est établie, le président décide que le membre du conseil récusé doit s'abstenir".

+

+ +

L'article 65 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 65.-

L'enquête terminée, le conseil d'honneur délibère et émet son avis sur les faits qui lui ont été soumis et sur la gravité de l'atteinte qui aurait été portée à l'honneur ou à la dignité de l'état d'officier".

+

+ +

L'article 66 ne contient aucune disposition relative à l'avis du conseil d'honneur composé par le Ministre de la Défense nationale en application des articles 57 et 58 du projet.

Dans l'ignorance où il se trouve des intentions du Gouvernement à cet égard, le Conseil d'Etat ne peut proposer de texte sur ce point.

.../...

Sous réserve de cette observation, il suggère de rédiger l'article 66 de la manière suivante :

"Article 66.-

Le procès-verbal et les conclusions de l'enquête sont transmis, dans le plus bref délai, suivant le cas, au commandant de bataillon, de division ou de corps d'armée.

Lorsque le conseil d'honneur a estimé qu'aucun reproche ne peut être fait aux officiers en cause ou lorsque par ses avis il a mis fin, à la satisfaction des parties, à un différend, l'affaire est classée à la condition que, suivant le cas, le commandant de bataillon, de division ou de corps d'armée se rallie aux propositions du conseil.

Dans le cas contraire, le dossier est transmis à l'autorité compétente".

CHAPITRE VIII. - DISPOSITIONS DIVERSES.

L'article 67, § 1er, gagnerait à être rédigé comme suit :

§ 1er. L'appellation du grade des officiers : administrateur militaire, chef de musique, d'administration, ingénieur des fabrications militaires, intendant, médecin, dentiste, pharmacien, vétérinaire, est complétée par l'indication de leur fonction.

.../...

L'appellation du grade des officiers de la force aérienne est complétée par le terme : aviateur, d'aviation, technicien, suivant le corps auquel ils appartiennent.

L'appellation du grade des officiers de la force navale est complétée par le terme : de pont, des services, technicien, suivant le corps auquel ils appartiennent.

L'appellation du grade des officiers de la gendarmerie est complétée par le terme "de gendarmerie".

+
+ +

Les articles 68 et 69, pris en exécution de l'article 12 de la loi du 1er mars 1958, remplaceront l'arrêté royal du 6 février 1933 relatif aux nominations et désignations des officiers à un haut commandement ou à un emploi spécial (arrêté qui n'a été publié qu'au Journal militaire officiel 1933, p.161).

Le projet, en son article 68, cite parmi les emplois pour lesquels le Roi désignera lui-même les officiers, divers emplois dont la désignation est déjà réservée au Roi en vertu d'autres textes.

Le Gouvernement n'a certainement pas entendu dresser une liste exhaustive de ces emplois; il ne cite notamment pas les fonctions de chef de cabinet et de chef de cabinet adjoint du Ministre de la Défense nationale, qui sont confiées traditionnellement à des officiers et qui doivent, suivant l'arrêté royal du 20 juin 1946, être conférées par le Roi.

Il serait, dès lors, préférable de commencer l'article 68 de la manière suivante :

"Sans préjudice des dispositions particulières, sont désignés à leur emploi et en sont déchargés par nous :

1° ...".

+

+ +

L'arrêté royal du 11 juillet 1951, portant organisation de l'Ecole de guerre, prévoit en son article 3 que "le cadre organique de l'Ecole de guerre comprend : le commandant de l'école et, éventuellement, un commandant en second, directeur des études...;".

Le 6° de l'article 68 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"6° le commandant de l'Ecole de guerre, le commandant en second et les professeurs".

+

+ +

L'article 10 de la loi du 18 mars 1838, portant organisation de l'Ecole militaire, dispose que "les officiers attachés à l'Ecole militaire y sont placés par arrêté du Roi".

Le 7° de l'article 68 ne peut déroger à cette loi; dès lors, il y aurait lieu de le rédiger comme suit :

"7° les officiers attachés à l'Ecole royale militaire".

+

+ +

.../...

L'article 69, § 1er, confie au Ministre de la Défense nationale la désignation à certains emplois, avec l'approbation du Roi.

L'arrêté royal du 31 janvier 1957, portant création d'un emploi de chef adjoint du secrétariat administratif et technique du département de la Défense nationale, dispose que le chef du secrétariat est un officier supérieur nommé par le Ministre, avec l'approbation du Roi.

Cet emploi ne rentrant pas dans les catégories prévues par l'article 69, § 1er, il y aurait lieu de compléter cet article en l'y prévoyant.

+
+ +

L'article 69 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 69.-

§ 1er. Sont décidées par le Ministre de la Défense nationale, avec notre approbation :

- 1° l'affectation des officiers généraux;
- 2° l'affectation d'officiers aux emplois organiquement prévus pour "un officier général ou supérieur";
- 3° l'affectation d'un officier supérieur à l'emploi de chef du secrétariat administratif et technique du Ministère de la Défense nationale.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières, les affectations des autres officiers sont décidées par le Ministre de la Défense nationale".

+
+ +

.../...

L'article 71 du projet abroge divers arrêtés royaux : il appelle diverses observations.

+
+ +

L'arrêté royal du 13 octobre 1838, relatif à l'exécution de la loi sur l'état et la position des officiers, est abrogé implicitement par la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers et par la loi du 1er mars 1958. Il y aurait lieu de profiter du présent arrêté pour abroger explicitement ce texte.

+
+ +

Le projet abroge les divers arrêtés ayant exécuté la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée; il y aurait lieu, dès lors, d'abroger l'arrêté royal du 9 septembre 1853 relatif à la constitution des conseils d'enquête appelés à connaître de faits imputés à des officiers en garnison dans le Limbourg et le Luxembourg.

+
+ +

Le projet abroge l'arrêté du Régent du 30 août 1948 déterminant certaines modalités d'application de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne. L'arrêté royal du 6 octobre 1951 a abrogé cet arrêté, à l'exception de son article 7. Seul ce dernier doit encore être abrogé.

+
+ +

Il est proposé de rédiger l'article 71 de la manière suivante :

"Article 71.-

Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 13 octobre 1838 relatif à l'exécution de la loi sur l'état et la position des officiers;
- 2° l'arrêté royal du 12 novembre 1838 réglant le mode d'exécution de la loi sur la perte du grade des officiers de l'armée;
- 3° l'arrêté royal du 7 février 1840 sur le nouveau mode de formation et de convocation des conseils d'enquête pour l'application de la loi sur la perte du grade;
- 4° l'arrêté royal du 9 septembre 1853 relatif à la constitution des conseils d'enquête appelés à connaître de faits imputés à des officiers en garnison dans le Limbourg et le Luxembourg;
- 5° l'arrêté royal du 10 décembre 1888 concernant la composition des conseils d'enquête formés en exécution de la loi du 16 juin 1836 sur la perte du grade;
- 6° l'arrêté royal du 25 avril 1889 instituant des conseils d'honneur;
- 7° les articles 55, 59, 60, 61, 62 et 63 ainsi que le chapitre VI du règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;
- 8° le règlement relatif aux congés des officiers et assimilés, approuvé par l'arrêté royal du 22 mars 1921, et modifié par l'arrêté royal du 2 octobre 1950, à l'exception des articles 8, 18, 47, 48 et 49;
- 9° l'arrêté royal du 6 février 1933 relatif aux nominations et aux désignations des officiers à un haut commandement ou à un emploi spécial;

.../...

- 10° l'arrêté royal du 23 mars 1933 relatif à la subdivision du grade de capitaine, modifié par l'arrêté du Régent du 7 décembre 1949;
- 11° l'article 7 de l'arrêté du Régent du 30 août 1948 déterminant certaines modalités d'application de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne;
- 12° l'arrêté royal du 12 mars 1951 pris en exécution de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifié par l'arrêté royal du 14 janvier 1957;
- 13° l'arrêté royal du 14 juillet 1951 instituant une procédure en vue des mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes, modifié par l'arrêté royal du 25 juin 1955;
- 14° l'arrêté royal du 16 juillet 1951 relatif aux comités d'avancement, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier et 8 juillet 1952, du 11 mai 1953 et du 1er juillet 1957;
- 15° l'arrêté royal du 6 octobre 1951, pris en exécution de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifié par les arrêtés royaux du 17 décembre 1953 et du 14 janvier 1957;
- 16° l'arrêté royal du 9 octobre 1951 relatif à la subdivision des grades de lieutenant de vaisseau, lieutenant technicien et capitaine des services des cadres actifs de la force navale;
- 17° l'arrêté royal du 27 novembre 1951 relatif à la subdivision du grade de capitaine dans la force aérienne;
- 18° les articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 8 juillet 1952 relatif au statut des officiers ingénieurs des fabrications militaires;

- 19° l'arrêté royal du 12 juillet 1952, pris en exécution de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, modifié par les arrêtés royaux des 14 janvier et 1er juillet 1957;
- 20° l'arrêté royal du 20 octobre 1953 relatif au grade honoraire et au titre honorifique du dernier grade des officiers des forces armées;
- 21° l'arrêté royal du 5 novembre 1956, pris en exécution de l'article 14 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, à l'exception de l'article 3".

+

+ +

Un article 72, rédigé comme suit, devrait compléter le projet :

"Article 72.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Luidens het verslag aan de Koning zal de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren worden uitgevoerd door middel van drie besluiten waarvan het eerste betrekking heeft op de vorming en de opleiding van de beroepsofficieren, het tweede op de bevordering, de anciënniteit, de stand en het ambt van de beroepsofficieren, en het derde op de reserveofficieren.

Het advies van de Raad van State wordt thans over het tweede ontwerp gevraagd.

AANHEF.

Het ontwerp is genomen ter uitvoering van de wet van 1 maart 1958; het is dus onnodig in de aanhef te verwijzen naar de artikelen 29, 66, 67 en 68 van de Grondwet.

+

+ +

De wetten op de militaire pensioenen worden in de aanhef vermeld, omdat het ontwerp in de artikelen 26 en volgende de procedure regelt die onder meer aan de oppensioenstelling bij tuchtmaatregel of wegens ongeschiktheid voorafgaat. De verwijzing naar die gecoördineerde wetten moet rekening houden met de jongste stand van de wetgeving op dat gebied :

.../...

"Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, inzonderheid op het bij de wet van 13 juli 1934 gewijzigde artikel 3".

+

+ +

HOOFDSTUK I. - BEVORDERING TOT DE GRADEN VAN OPPER-
OFFICIER EN HOOFDOFFICIER.

Hoofdstuk I handelt over de bevordering tot de graden van opperofficier en hoofdofficier. Het bevat geen enkele regeling inzake bevordering tot de graden van lager officier.

Waren de vroegere wetsbepalingen betreffende de bevordering tot de graden van lager officier kort en bondig geformuleerd, de bepalingen van artikel 39 van de wet van 1 maart 1958 daarentegen zijn veel nauwkeuriger; de wetgever heeft gemeend dat "in een zo belangrijke aangelegenheid als de bevordering van officieren, de aan de kandidaten geboden waarborgen in de wet moeten worden vastgesteld..." (zitting 1956-1957, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl. doc. 681/1, blz. 7, memorie van toelichting).

Paragraaf 2 van dit artikel bepaalt :

"De kandidatuur van de officier die voorbijgegaan is, kan opnieuw worden onderzocht; een laatste onderzoek heeft plaats in het vijfde jaar te rekenen van het eerste onderzoek ervan.

.../...

De officier die na dit laatste onderzoek niet is bevorderd, komt niet langer voor bevordering in aanmerking".

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies over het ontwerp dat de wet van 1 maart 1953 is geworden, schrijft een zodanige bepaling niet uitdrukkelijk voor dat de kandidatuur van de voorbijgegangene officier opnieuw moet worden onderzocht, "zij geeft geen zekerheid over het tijdstip waarop dit nieuwe onderzoek moet plaats hebben, noch zelfs over de overheid die dit onderzoek kan teweegbrengen en over de redenen die haar tot het nemen van zulk een beslissing zouden nopen". (Zitting 1956-1957, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl. doc., 681/1, blz. 21).

Een afzonderlijk hoofdstuk zou daarom moeten worden gewijd aan een bepaling ter uitvoering van artikel 39, § 2, van de wet; hierin zou worden gezegd onder welke voorwaarden de kandidaturen voor bevordering tot een graad van lager officier opnieuw worden onderzocht.

+

+ +

Artikel 1 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

De procedure die aan de benoeming tot een graad van opperofficier of hoofdofficier voorafgaat, omvat :

1° de samenstelling van een lijst van kandidaten door de Minister van Landsverdediging;

.../...

- 2° de raadpleging van de hiërarchische meederen nopens de graad van geschiktheid voor bevordering van de kandidaten;
- 3° de bepaling door de Minister van Landsverdediging van het maximaantal ambten in de hogere graad dat kan worden toegerekend aan de kandidaten die op de lijst voorkomen;
- 4° het onderzoek van de kandidaturen door een bevorderingscomité".

+

+ +

Artikel 2 kan eenvoudiger worden gelezen als volgt :

"Artikel 2.-

Ingesteld worden :

- 1° een hoog comité voor ieder krijgsmachtdeel;
- 2° een comité voor ieder korps van de landmacht, de luchtmacht en de zeemacht;
- 3° een comité voor de rijkswacht".

+

+ +

Na te hebben gezegd dat "het hoog comité moet samengesteld zijn uit opperofficieren van het betrokken krijgsmachtdeel", bepaalt artikel 3, vierde lid, nog :

"In het belang van de dienst kan de Minister van Landsverdediging evenwel een beroep doen op opper-

.../...

officieren van de andere krijgsmachtdelen".

Ter verantwoording van deze mogelijkheid om af te wijken van het beginsel dat het hoog comité moet zijn samengesteld uit opperofficieren van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaten behoren, heeft het verslag aan de Koning gevallen aan waarin het onmogelijk is het comité regelmatig samen te stellen omdat sommige krijgsmachtdelen te weinig opperofficieren hebben. Het verslag voegt eraan toe :

"Het kan eveneens voorkomen dat het advies van een zeer hoge autoriteit over de kandidatuur van een officier van een ander krijgsmachtdeel dan het zijne gewenst is".

Opdat de officieren de hun door de oprichting van de comité's geboden waarborgen behouden, behoort de tekst de in het verslag aan de Koning bedoelde gevallen te preciseren of althans uitdrukkelijk te zeggen dat de minister bij gemotiveerde beslissing moet vaststellen dat het belang van de dienst een zodanige afwijking wettigt.

Gelet op deze tweede aanbeveling en met inachtneming van verschillende vormwijzigingen in het tweede en derde lid, wordt voorgesteld artikel 3 als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de samenstelling en regelt de werkwijze van de verschillende comité's.

Deze zijn samengesteld uit officieren in werkelijke dienst die benoemd zijn tot een hogere graad dan die van de officieren wier kandidatuur wordt onderzocht.

De comité's voor de korpsen van de landmacht en het comité voor de rijkswacht mogen niet minder dan vijf leden, de andere comité's niet minder dan drie leden tellen.

Het hoog comité van ieder krijgsmachtdeel moet zijn samengesteld uit opperofficieren van dat krijgsmachtdeel. Wanneer echter de Minister van Landsverdediging bij gemotiveerde beslissing vaststelt, dat het belang van de dienst het wettigt, kan hij een beroep doen op opperofficieren van de andere krijgsmacht delen".

+

+ +

Luidens artikel 4, derde lid, wordt het "secretariaat van de comité's waargenomen door een officier aangewezen door de Minister van Landsverdediging. Deze officier heeft een adviserende stem".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, zal in ieder krijgsmachtdeel een officier worden aangewezen om het secretariaat van de verschillende comité's van dat krijgsmachtdeel waar te nemen; zoals thans bepaald in artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 juli 1951, wordt die officier gekozen uit de officieren die belast zijn met de leiding van de personeelsdienst van ieder krijgsmachtdeel.

Het verdient dan ook aanbeveling dit derde lid als volgt te lezen :

"De Minister van Landsverdediging wijst in ieder krijgsmachtdeel een aan de personeelsdienst ver-

.../...

bonden officier van als secretaris van de comité's van dat krijgsmachtdeel; die officier heeft adviserende stem".

+
+ +

De eerste twee alinea's van artikel 5 kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Het hoog comité van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaten behoren, is bevoegd om de kandidaturen voor de graad van luitenant-generaal en van generaal-majoor te onderzoeken.

Het comité van het korps waartoe de kandidaten behoren, is bevoegd om de kandidaturen voor de graden van hoofdofficier te onderzoeken".

+
+ +

Volgens artikel 5, derde lid, "mag de kandidatuur voor de graad van majoor niet aan het bevoegd bevorderingscomité worden voorgelegd, zolang de officier niet heeft voldaan aan de wettelijke examens".

Deze bepaling zou moeten worden ondergebracht in afdeling 2, onmiddellijk na artikel 6; zij is ook onvolledig want zij zegt niet op welk tijdstip die kandidatuur zal worden onderzocht. De Regering bedoelt dat die officier wordt ingeschreven op de eerste kandidatenlijst die voor onderzoek aan de beurt zal komen nadat hij voor het majoorsexamen is geslaagd, zodat het derde lid, van artikel 5, als volgt kan worden geredigeerd :

.../...

"De kandidatuur voor de graad van majoor mag aan het bevoegd bevorderingscomité niet worden voorgesteld, zolang de officier niet is geslaagd voor de wettelijke examens.

Zo een kandidaat die examens te laat heeft afgelegd en zijn kandidatuur niet samen met die van de officieren met gelijke anciënniteit is onderzocht, wordt hij ingeschreven op de eerste kandidatenlijst die zal worden onderzocht nadat hij voor die examens is geslaagd".

+

+ +

Artikel 6, § 1, van het ontwerp zegt :

"De Minister van Landsverdediging maakt de lijst op van de kandidaten die in een korps onderzocht moeten worden, in de volgorde van hun anciënniteit in de laatste graad".

Een soortgelijke bepaling komt reeds voor in de thans geldende reglementering. De Koning heeft de Minister gelast de lijsten van de kandidaten op te maken. De Raad van State heeft de wettigheid van die bepaling erkend. (Raad van State, LAVRY, 16 mei 1952, Verz. BAËYENS-DUMONT, blz. 461).

Op die bevoegdheid staat echter een belangrijke beperking; de Minister moet toezien, dat de kandidatuur tot een hogere graad voor alle officieren ten minste eenmaal wordt onderzocht.

Deze traditionele beperking is nooit in een tekst vastgelegd. Aangezien het ontwerp bestemd is om

.../...

een nieuwe wet uit te voeren, zou het een bepaling in die zin moeten bevatten.

+

+ +

Ter uitvoering van artikel 44, tweede lid, van de wet bepaalt § 2 van artikel 6 dat de kandidaten luitenant-generaal en generaal-majoor worden ingeschreven op één enkele lijst onverschillig tot welke korps zij behoren. Het derde lid van deze paragraaf geeft een opsomming van de gespecialiseerde korpsen waarvoor de bevordering binnen de korps zelf moet blijven geschieden; dit lid handelt alleen over de bevordering tot de graad van generaal-majoor, ofschoon volgens artikel 44 van de wet een zelfde bepaling nodig is voor de bevordering tot de graad van luitenant-generaal.

Zelfs als er thans in die gespecialiseerde diensten geen officier is met de graad van luitenant-generaal, is het raadzaam, met het oog op gewijzigde toestanden in het ontwerp een regeling te treffen voor de bevordering tot beide graden van opperofficier.

+

+ +

Na de bepaling in § 1, dat de lijst van de kandidaten wordt opgemaakt in de volgorde van dezer anciënniteit in de laatste/graad, luidt § 3 van artikel 6 :

" In uitzonderlijke gevallen kan de Minister van Landsverdediging afwijken van de volgorde der inschrijving. Hij geeft het comité kennis van die afwijking.../...

en er wordt aantekening van gehouden in de notulen van de zitting".

Uit een vergelijking van § 1 met § 3 blijkt, dat dergelijke afwijking van de rangschikking volgens anciënniteit alleen binnen in de door de Minister opgestelde lijst plaats mag hebben; aangezien die afwijking voor het bevorderingscomité een aanwijzing is dat de Minister belang hecht aan die uitzonderlijke redenen, moet zij gegrond zijn op objectieve gegevens die uit het dossier zullen blijken.

Mocht § 3 een andere betekenis hebben en mocht de Regering bijvoorbeeld de bedoeling hebben de Minister te machtigen om op de kandidatenlijst officieren te vermelden die normaal, wegens hun anciënniteit, op een van de volgende lijsten zouden moeten voorkomen, dan zou dit alle betekenis ontnemen aan het in § 1 neergelegde beginsel, en zouden ook alle waarborgen wegvallen die daaraan voor de officier zijn verbonden.

+

+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen en van enkele wijzigingen die alleen de vorm betreffen, stelt de Raad van State voor, artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging maakt de lijst op van de kandidaten die in een korps moeten worden onderzocht, in de volgorde van hun anciënniteit in de laatste graad.

.../...

Behoudens nieuwe inschrijvingen als bedoeld in artikel 10 en eventuele afwijkingen als bedoeld in § 4 van dit artikel, moet als eerste op de lijst worden ingeschreven de kandidaat die in de volgorde van anciënniteit onmiddellijk volgt op de laatste kandidaat van de vorige lijst.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, worden de generaal-majoor van de landmacht, voor het onderzoek van hun kandidatuur voor de graad van luitenant-generaal, ingeschreven op één enkele lijst in de volgorde van hun anciënniteit in de graad van onderluitenant; hetzelfde geldt voor de kolonels van de landmacht, ten aanzien van het onderzoek van hun kandidatuur voor de graad van generaal-majoor.

Voor het opmaken van deze lijsten wordt de anciënniteit als onderluitenant voor kandidaten die bij een vorige promotie met vertraging zijn bevorderd, verminderd met de tijd die verstreken is tussen het tijdstip waarop zij zijn voorbijgegaan en hun bevordering tot die graad.

§ 3. Paragraaf 2 vindt geen toepassing op de volgende gespecialiseerde korpsen van de landmacht : de korpsen van de militaire administrateurs, van de gezondheidsdienst, de dierenartsenijdsdienst, de intendancedienst en van de officieren ingenieurs der militaire fabrieken.

§ 4. Bij het opmaken van de lijst der kandidaten, kan de Minister van Landsverdediging in uitzonderingsgevallen afwijken van de volgorde van de anciënniteit der kandidaten die op de lijst voorkomen.

.../...

Hij geeft het comité kennis van die afwijking en van de redenen daarvan; er wordt melding van gemaakt in de notulen van de vergadering".

+
+ +

Artikel 39 van de wet bepaalt dat de officier die kandidaat is voor een graad van lager officier zijn rechtvaardiging kan doen gelden, wanneer betreffende zijn kandidatuur een ongunstig advies is overgemaakt. Artikel 7 van het ontwerp bevat geen soortgelijke bepaling ten aanzien van de officieren die kandidaat zijn voor een graad van opperofficier of hoofdofficier; aangezien de Regering wel bedoelt, die waarborg aan alle officieren te bieden, verdient het aanbeveling de laatste zin van artikel 7 als volgt te lezen : "Die adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat die zijn opmerkingen kan doen gelden".

+
+ +

Artikel 8, eerste lid, bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging deelt aan het comité het maximum aantal ambten mede dat kan worden toegekend aan de kandidaten die ingeschreven zijn op de lijst, vermeld in artikel 6".

In die vorm kent deze bepaling aan de Minister een discretionaire macht toe voor het vaststellen van het aantal te begeven betrekkingen, op voorwaarde dat hij binnen de door de kaderwetten en dezer uitvoeringsbesluiten vastgestelde grenzen blijft.

.../...

Het verslag aan de Koning zegt : "daarbij moet het er de Minister om te doen zijn, eensdeels de gemiddelde leeftijd voor de benoeming tot de verschillende graden constant te houden en anderdeels aan de opeenvolgende promoties vergelijkbare bevorderingskansen te geven". Deze passus ware op zijn plaats in artikel 8 zelf, want hij bevat de regelen waarop de Minister voor het vaststellen van het aantal te begeven betrekkingen moet steunen.

+

+ +

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg geeft de Minister het comité kennis van het aantal te begeven betrekkingen tijdens de vergadering van het comité. Artikel 8, eerste lid, dient met deze belangrijke toelichting te worden aangevuld.

+

+ +

Artikel 44, tweede lid, van de wet bepaalt :

"Bij de landmacht echter :

...

2° worden de generaal-majours uit de kolonels van de verschillende korpsen gekozen volgens de regelen die de Koning bepaalt, welke regelen de hogere belangen van het leger moeten overeenbrengen met een billijke verhouding van opperofficieren uit de verschillende korpsen".

.../...

De in deze wetsbepaling aangekondigde regelen komen niet voor in artikel 8 van het ontwerp. Het tweede lid van artikel 8 bepaalt alleen, dat de Minister aan het comité kennis geeft én van het maximum aantal ambten die aan ieder korps kunnen worden toegekend, én van het maximum aantal ambten die aan alle kandidaten samen zullen worden toegekend; het derde lid bepaalt dat de Minister, indien het aantal kandidaat-generaal-majours van een bepaald korps ontoereikend is, de kandidaten slechts voor het geheel aantal te begeven ambten doet mededingen.

Het ontwerp bevat dus geen enkele regel welke de Minister moet nakomen om het door de wet gewilde evenwicht te verzekeren.

Ook wat dit betreft zijn sommige regelen te vinden in het verslag aan de Koning dat onder meer zegt dat : "de Minister ten aanzien van het maximumaantal der voor ieder korps te begeven ambten en van het maximumaantal der voor de gezamenlijke kandidaten van de verschillende korpsen bestemde ambten, om de wil van de Wetgever te eerbiedigen, ook in dit geval, behalve met de bovenvermelde deelstellingen, rekening zal dienen te houden met het bestaande aantal opperofficieren, met hun indeling bij de verschillende korpsen en met het aantal der in die verschillende korpsen onderzochte kandidaten".

Deze criteria bevatten de kern van de regelen die de Koning krachtens de wet in het besluit zelf moet vaststellen.

+

+

+

.../...

Met inachtneming van deze verschillende opmerkingen stelt de Raad van State voor, artikel 8 als volgt te lezen:

"Artikel 8.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging deelt aan het comité, tijdens de vergadering waarop de kandidaturen worden onderzocht, het maximum getal mede van de ambten welke kunnen worden toegekend aan de kandidaten die op de in artikel 6 bedoelde lijst zijn ingeschreven.

De Minister bepaalt dit aantal met inachtneming van de noodzaak de gemiddelde leeftijd voor de benoeming tot de verschillende graden constant te houden en aan de opeenvolgende promoties vergelijkbare bevorderingskansen te geven.

§ 2. Wanneer het kandidaten voor de graad van generaal-majoor betreft, geeft de Minister van Landsverdediging aan het hoog comité in de loop van de vergadering tegelijk kennis van het maximum getal van de ambten die aan ieder van de betrokken korpsen kunnen worden toegekend en van het maximum getal van de ambten die aan de gezamenlijke kandidaten kunnen worden toegekend.

Indien het aantal kandidaat-generaal-majours van een bepaald korps ontoereikend wordt geacht, doet de Minister van Landsverdediging hen slechts voor het geheel aantal te begeven ambten mededingen.

Voor het bepalen van het in het eerste lid bedoelde aantal betrekkingen en om te oordelen of er voldoende kandidaten zijn opgekomen, houdt de Minister van Landsverdediging behalve met de in § 1, tweede lid,

.../...

bedoelde gegevens, nog rekening :

- met het aantal betrekkingen die in ieder korps voor opperofficieren zijn gereserveerd;
- met het aantal opperofficieren en hun indeling bij de verschillende korpsen;
- met het aantal officieren van elke graad in ieder korps;
- met het aantal der in die verschillende korpsen onderzochte kandidaten".

+

+ +

Artikel 9 dient te bepalen dat in de notulen melding moet worden gemaakt van het aantal te begeven betrekkingen; het kan bevestigen beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 9.-

De beraadslagingen van het comité zijn geheim. De comité's geven hun adviezen na een stemming. Die adviezen worden aan de Minister van Landsverdediging ter kennis gebracht in de vorm van een aanbeveling van de kandidaten die het meest geschikt worden geacht om het ambt van de hogere graad te vervullen.

Het aantal aanbevolen kandidaten mag niet groter zijn dan het maximum aantal ambten dat door de Minister van Landsverdediging krachtens artikel 8 werd vastgesteld.

.../...

De secretaris van het comité maakt de notulen op en zendt deze aan de Minister van Landsverdediging. Hierin dienen te worden vermeld de samenstelling van het comité, de namen van de officieren wier kandidatuur is onderzocht, het aantal te begeven betrekkingen en de uitslag van de stemmingen".

+

+ +

In de alinea's 2 en 3 van artikel 10 wordt gezegd dat de officier een tweede en een derde maal op een kandidatenlijst kan worden ingeschreven; men ziet dan ook het nut niet van het vierde lid van dit artikel hetwelk herhaalt dat de opnieuw ingeschreven kandidaat deel uitmaakt van de nieuwe lijst waarin hij werd opgenomen. Dit vierde lid kan vervallen.

+

+ +

Artikel 11 van het ontwerp bepaalt :

"Onze keuze geschiedt op voordracht van de Minister van Landsverdediging, in de volgorde der lijsten van kandidaten, en in iedere lijst, binnen de perken van het aantal ambten dat door de Minister van Landsverdediging, bij gelegenheid van het onderzoek door het comité, werd toegekend.

De Minister van Landsverdediging is er niet toe gehouden zich bij het advies van het comité aan te sluiten.

.../...

De notulen van de zitting van het comité worden ons op zijn laatst bij gelegenheid van de eerste benoemingsvoordracht toegezonden.

Nadat een van de kandidaten van een lijst benoemd is, mag geen benoeming meer gedaan worden in een vroegere lijst.

...".

Gelet op 's Raads bevoegdheid tot het vernietigen van bestuurshandelingen, dient deze bepaling te worden getoetst aan de eisen van een goede berechting van de geschillen van bestuur.

Oorspronkelijk aanvaardde de afdeling administratie van de Raad van State dat men nietigverklaring vorderde van de akte waarbij de Minister van Landsverdediging een bepaalde kandidatuur al dan niet aanvaardde. Het inwerking treden van het koninklijk besluit van 12 maart 1951, dat de bestaande regeling wijzigde, was aanleiding voor de Raad om zijn rechtspraak te wijzigen. Thans oordeelt hij dat de handeling welke de Minister na het advies van het bevorderingscomité verricht, een handeling is die het benoemingsbesluit alleen maar voorbereidt; alleen van dit besluit kan de nietigverklaring worden gevorderd.

De afdeling administratie aanvaardt echter nog dat de Minister vóór de benoeming een voor nietigverklaring vatbare handeling verricht, wanneer na het onderzoek van de kandidaturen geen benoeming wordt gedaan ofschoon er betrekkingen te begeven zijn (Raad van State Henry de la LINDI, 24 september 1954, nr 3679, B.D., blz. 809, en 23 maart 1956, nr 5047, B.D., blz. 272

.../...

en Raad van State THOMAS, van dezelfde datum). Deze rechtspraak is zeer goed te verantwoorden want de niet bevorderde officier kan in dat geval geen enkele benoeming bestrijden, en het ware ondenkbaar dat hij over geen enkele mogelijkheid van beroep zou beschikken, terwijl in de procedure voor het onderzoek van de kandidaturen, ofschoon afgesloten, een zware onregelmatigheid zou zijn begaan.

Mogelijk aanvaardt de afdeling administratie dezelfde oplossing voor het geval dat minder officieren worden benoemd dan er voorgedragen zijn.

In dat geval kan het immers gebeuren, dat een kandidaat die volkomen terecht de reeds gedane benoemingen niet ondoordacht wenst aan te vallen en nog hoopt benoemd te worden, de termijn van beroep laat verstrijken terwijl hij over een zware onregelmatigheid bij het onderzoek van zijn kandidatuur had kunnen klagen.

Door een beroep wegens machtsoverschrijding open te stellen, heeft de wet van 23 december 1946 aan iedereen gelijke kansen op berechting willen bieden.

Al mag worden verwacht dat de verzachtingen, welke de afdeling administratie reeds heeft aangebracht en nog kan aanbrengen aan het beginsel dat alleen benoemingen kunnen worden bestreden, ertoe zullen bijdragen dat deze wens van de wetgever in vervulling gaat, toch zou het zowel om een zuiverder toestand te scheppen in de berechting van geschillen inzake officiersbevorderingen als om te voorkomen dat nodeloos beroep wordt ingesteld

.../...

uit vrees te laat te komen, raadzaam zijn het ontwerp aan te vullen :

- enerzijds met de bepaling dat aan de kandidaten kennis moet worden gegeven van het advies van het comité en van het aantal te begeven betrekkingen,
- anderzijds met de bepaling dat de Minister van Landsverdediging, in de gevallen waarin de benoemingen niet kunnen worden aangevallen, een beslissing moet nemen waarbij hij weigert de kandidaturen te aanvaarden.

De eerste wijziging zou erin bestaan, artikel 9 van het ontwerp met het volgende lid aan te vullen :

"Aan de kandidaten wordt kennis gegeven van het advies van het comité en van het aantal te begeven betrekkingen".

De tweede wijziging zou erin bestaan, in artikel 11 van het ontwerp de volgende bepaling als voorlaatste lid in te voegen:

"Wordt geen enkele van de op de lijst vermelde kandidaten benoemd, of worden minder kandidaten benoemd dan er zijn aanbevolen, dan sluit de Minister van Landsverdediging de procedure van het onderzoek der kandidaturen af door een beslissing waarbij hij weigert de niet benoemde officieren te aanvaarden; van die beslissing wordt aan de kandidaten kennis gegeven".

.../...

HOOFDSTUK II. - AANSTELLINGEN.

Het koninklijk besluit van 30 mei 1953 betreffende de krachtens de wet van 10 april 1953 tot de graad aangestelde officier, bepaalde onder meer de wedde, de uitkeringen en de vergoedingen van de aangestelde officier ; het bevatte ook bijzondere regelen betreffende de leeftijd van inrustestelling.

De artikelen 14 en 15 van het ontwerp, die eveneens handelen over een aanstelling in een graad bevatten geen enkele soortgelijke bepaling.

Uit ingewonnen inlichtingen is gebleken dat, wegens het voorlopig karakter van bedoelde aanstelling, alleen voor de bezoldigingsregeling nadere voorzieningen nodig zijn ; de desbetreffende bepalingen zullen telkens in het aanstellingsbesluit worden opgenomen.

Het begin van artikel 15 kan beter als volgt worden gelezen :

"De aanstelling in een graad als bedoeld in artikel 14 ...".

+

+ +

.../...

HOOFDSTUK III. - OVERPLAATSINGEN.

Artikel 16 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 16.-

Wordt een overplaatsing van ambtswege, bij toepassing van artikel 29 van de wet van 1 maart 1958 overwogen, dan wordt daarvan aan de betrokken officier kennis gegeven.

Van die dag af beschikt hij over een termijn van acht dagen om eventuele bezwaren in te dienen".

+
+ +

Aangezien de artikelen 17 tot 19 alle drie betrekking hebben op de opportuniteit van de voorgenomen overplaatsing, lijkt het raadzaam ze tot één artikel te verwerken als volgt :

"Artikel 17.-

§ 1. Door bemiddeling van de Minister van Landsverdediging wordt een comité bijeengeroepen dat advies moet uitbrengen over de opportuniteit van de overplaatsing.

.../...

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt de samenstelling van het comité. Het is samengesteld uit hoofdofficieren of opperofficieren in werkelijke dienst met een hogere anciënniteit dan de officier wiens overplaatsing wordt onderzocht. Het telt op zijn minst drie leden, onder wie de inspecteurs-generaal die bij de overplaatsing betrokken zijn.

§ 3. Nadat het van de eventuele bezwaren van de betrokken officier kennis heeft genomen, verstrekt het comité aan de Minister van Landsverdediging een gemotiveerd advies waarbij de notulen van de beraadslaging gevoegd zijn. Deze beide documenten worden gevoegd bij de voordracht die Ons door de Minister van Landsverdediging wordt gedaan."

+
+ +

HOOFDSTUK IV.- ANCIENNITEIT.

Artikel 20 bepaalt :

"De betrekkelijke anciënniteit van de onderluitenanten die op dezelfde datum zijn benoemd en die aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, wordt bepaald door de rangschikking in dalende volgorde van de cijfers die zij behaald hebben bij het einde van de voor hun benoeming opgelegde leergangen en examens".

.../...

Deze bepaling onderstelt dat bij de rangschikking van de kandidaten voor de graad van onderluitenant alleen rekening is gehouden met de cijfers die zij hebben behaald na afloop van de voor hun benoeming opgelegde leergangen en examens. Thans is dit niet het geval, aangezien het koninklijk besluit van 29 april 1954 betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader, bepaalt, dat voor die rangschikking niet alleen rekening wordt gehouden met de uitslag van de examens, maar ook met de dienstanciënniteit, de beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen. Indien het besluit tot regeling van de werving van officieren langs het kader, hetwelk zal worden genomen ter uitvoering van de wet van 1 maart 1958, bepalingen overneemt in de aard van die van het koninklijk besluit van 29 april 1954, zullen er twee rangschikkingen bestaan, met het daaraan verbonden gevaar voor moeilijkheden als beide niet volkomen overeenstemmen.

Artikel 20 en de laatste bepaling van artikel 21 moeten in die zin worden herzien.

+

+ +

In artikel 21 kan de formule "de officieren die uit de verschillende opleidingswijzen voortkomen" worden vervangen als volgt : "de officieren die verschillende opleidingscyclussen hebben gevolgd".

+

+ +

.../...

Artikel 22, § 2, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. De anciënniteit in de graad waarvan de officier houder is, wordt gewijzigd en vastgesteld tussen de anciënniteit van de officier die onmiddellijk vóór en die van de officier die onmiddellijk na hem is gerangschikt in de graad van onderluitenant.

Indien het verlies van anciënniteit tot gevolg heeft dat de officier gerangschikt wordt onder officieren met een lagere graad dan die waarvan hijzelf houder is, wordt hij voorlopig na de officieren van zijn graad gerangschikt tot aan de benoeming in die graad van alle officieren van zijn korps wier anciënniteit in de graad van onderluitenant groter geworden is dan de zijne, en die een normale loopbaan volgen. Op dat tijdstip wordt hij onder de officieren van zijn graad gerangschikt".

+

+ +

Artikel 23 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 23.-

De overgeplaatste officier die door toepassing van artikel 38 van de wet van 1 maart 1958 zou gerangschikt worden onder de officieren met een lagere graad dan de zijne, zal voorlopig gerangschikt worden na de officieren van zijn graad tot aan de benoeming in die graad van alle officieren van zijn korps, die op dezelfde datum als hij benoemd werden in de graad van onderluitenant, die een normale loopbaan volgen en die meer betrekkelijke anciënniteit hebben dan hijzelf ; op dat tijdstip wordt hij onder de officieren van zijn graad gerangschikt.

.../...

De overgeplaatste officier die door toepassing van dezelfde voorschriften zou gerangschikt worden onder de officieren met een hogere graad dan de zijne, zal voorlopig gerangschikt worden vóór de officieren van zijn graad totdat hij in de hogere graad bevorderd wordt ; op dat tijdstip wordt hij onder de officieren van zijn graad gerangschikt".

+

+ +

Artikel 37 van de wet van 1 maart 1958, hetwelk is ingevoegd in hoofdstuk VI van titel I dat betrekking heeft op de anciënniteit voor de bevordering in graad, bepaalt, dat in sommige gevallen een anciënniteitsbijslag kan worden toegekend aan officieren die bepaalde hogere studies hebben gedaan.

Het laatste lid van dit artikel luidt :

"De Koning bepaalt de studiën waarvoor anciënniteitsbijslag kan worden verleend en de overige voorwaarden die aan het genot ervan worden verbonden".

Het ontwerp bevat geen enkele bepaling ter uitvoering van dit artikel. De nodige bepalingen gheijnen in hoofdstuk IV te moeten worden ingevoegd.

+

+ +

.../...

HOOFDSTUK V.- AMBESONTHEFFING.

Artikel 24 van het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 18 van de wet, krachtens hetwelk een officier bij ordemaatregel kan worden geschorst wanneer zijn aanwezigheid in de krijgsmachtdelen nadelig is voor de tucht of de goede naam van het leger.

Aangezien de wet zelf zegt dat het een ordemaatregel betreft, kan het eerste lid van artikel 24 als overbodig vervallen.

+

+ +

Uit artikel 24 blijkt dat de betrokken officier zomin vóór de uitspraak als vóór de verlenging van de schorsing gelegenheid krijgt om zijn verweermiddelen voor te dragen. Opgemerkt moge worden dat artikel 102 van het statuut van het Rijkspersoneel sommige waarborgen biedt aan het personeelslid wiens schorsing wordt verlengd.

+

+ +

.../...

Zoals de alinea's 2 en 3 van artikel 24 thans zijn gesteld, kan de Minister van Landsverdediging niet besluiten tot de schorsing van een officier over wie de hiërarchische meerdere verslag heeft uitgebracht zonder uitdrukkelijk tot het nemen van een schorsingsmaatregel te concluderen.

Om de bedoeling van de Regering weer te geven, verdient het aanbeveling de alinea's 2 en 3 van dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 24.-

De schorsing van een officier bij orde-maatregel wordt door de Minister van Landsverdediging uitgesproken, hetzij op voorstel van een hiërarchische meerdere van de officier, die in rang ten minste tot korpscommandant gelijk staat, hetzij van ambtswege".

+

+ +

Artikel 17 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt : "De officier kan voor een bepaalde tijd op non-activiteit bij tuchtmaatregel gesteld worden. De maatregel wordt door de Koning genomen. Hij wordt echter door de Minister van Landsverdediging genomen wanneer hij ten hoogste een maand moet duren".

.../...

Bij artikel 25 van het ontwerp, genomen ter uitvoering van dit artikel van de wet, zijn belangrijke opmerkingen te maken.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt :
"de oponaactiviteitstelling bij tuchtmaatregel kan toegepast worden op de officier ... die het voorwerp is geweest van een voorstel tot oppensioenstelling ingevolge artikel 3, A, 1° of 2°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen".

Deze bepaling berust op verwarring. Bepaalt artikel 3, A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, dat officieren die bij tuchtmaatregel op non-activiteit zijn gesteld, van ambtswege op pensioen kunnen worden gesteld, het 2° daarentegen handelt over de oppensioenstelling van officieren "die niet meer geschikt bevonden worden om de functies van hun graad waar te nemen", wegens hun morele of professionele ongeschiktheid. De oppensioenstelling op grond van dit artikel 3, A, 2°, is geen sanctie voor tuchtvergrijpen ; de Koning kan dus, zonder zijn bevoegdheid te buiten te gaan, geen "opnonaactiviteitstelling bij tuchtmaatregel" voorschrijven als gevolg van morele of professionele ongeschiktheid.

+

+ +

De non-activiteit ingevolge een tuchtmaatregel, zelfs als daarop geen zwaardere maatregel volgt, zoals het ontslag van ambtswege of de oppensioenstelling bij tuchtmaatregel, kan ernstige gevolgen hebben voor de gehele verdere loopbaan van

.../...

de officier, niet alleen omdat er een spoor van blijft in zijn persoonlijk dossier, maar ook omdat de in die toestand doorgemaakte periode, krachtens artikel 36 van de wet, in mindering komt van zijn anciënniteit.

Gelet op die ernstige gevolgen, moet de officier ongetwijfeld kennis kunnen nemen van de tegen hem aangevoerde bezwaren, en moet hij zijn verweermiddelen kunnen voordragen. Door het recht op verweer van de officier in geen deele te waarborgen bevat het ontwerp een novum en is het regelrecht in strijd met een door de teksten algemeen gehuldigd en door de rechtspraak aanvaard rechtsbeginsel. Het koninklijk besluit van 14 juli 1951 tot instelling van een procedure met het oog op de maatregelen te nemen ten aanzien van de ongeschikte of onwaardige officieren, biedt trouwens aan officieren waarborgen, die men in het huidige ontwerp niet terugvindt.

Artikel 25 dient zo te worden herzien dat aan de officieren de onmisbare fundamentele waarborgen worden geboden.

Neemt men hiervoor het koninklijk besluit van 14 juli 1951 als voorbeeld, dan dienen de artikelen 25 en 26 tot één enkel artikel te worden samengevoegd, en dient voor de oponactiviteitsstelling de in de artikelen 27 en volgende aangegeven procedure te worden voorgeschreven.

.../...

Door deze oplossing zouden ook andere moeilijkheden uit de weg worden geruimd. Het kan gebeuren dat een officier bij toepassing van artikel 25 op non-activiteit wordt gesteld zonder dat hij een tuchtstraf heeft opgelopen, terwijl artikel 56 van het tuchtreglement eist dat iedere tuchtmaatregel, die niet het rechtstreeks gevolg is van een veroordeling, steeds moet zijn voorafgegaan door een bestraffing voor de laatst begane overtreding.

Van dit beginsel wijkt het ontwerp niet af in artikel 25, maar in artikel 26, laatste lid.

Houdt men zich, tenslotte, aan de letter van artikel 25, dan moet men ook aannemen dat, wanneer de hiërarchische meerdere voorstelt een officier bij tuchtmaatregel op non-activiteit te stellen, de minister geen strengere maatregel kan nemen.

Dit alles toont aan, dat de Regering een nieuw onderzoek dient te wijden aan artikel 25 van het ontwerp alsmede aan de hiervoren gedane suggestie.

+
+ +

De artikelen 26 tot 32 van het ontwerp zijn onderzocht onder voorbehoud van de bij artikel 25 gemaakte opmerkingen.

+
+ +

.../...

Volgens het laatste lid van artikel 26 kunnen de in het vorig lid bedoelde maatregelen "worden getroffen zonder dat aan de betrokken officier vooraf een tuchtmaatregel is opgelegd".

Deze bepaling, die afwijkt van artikel 56 van het tuchtreglement, is in te algemene bewoordingen gesteld en kan geen betrekking hebben op de oppensioenstelling wegens ongeschiktheid. Bovendien zou zij beter op haar plaats zijn aan het einde van de afdeling.

+
+ +

Artikel 26 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 26.-

Iedere hiërarchische meerdere met een rang ten minste gelijk aan die van korpscommandant, die oordeelt dat ten aanzien van een officier, de definitieve ambtsontheffing moet worden uitgesproken, maakt een omstandig verslag op waarin hij de feiten uiteenzet, advies uitbrengt over hun ernst en voorstellen nopens de toepassing van een der volgende maatregelen formuleert :

- 1° oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3,A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen of oproeping om te verschijnen voor een onderzoeksraad met het oog op ontslag van ambtsweg, zo de ten laste gelegde feiten verband houden met de militaire tucht ;

.../...

2° oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 2°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, zo de ten laste gelegde feiten worden aangemerkt als het bewijs van morele of professionele ongeschiktheid".

+
+ +

De artikelen 27 tot 30 kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 27.-

De betrokken officier wordt in kennis gesteld van het verslag. Hij ondertekent het onder de melding "Gezien" ; hij kan er binnen acht dagen na de ontvangst een verweerschrift aan toevoegen.

Iedere beschouwing die de steller van het verslag in verband met dit verweerschrift nodig mocht achten, moet ter kennis van de betrokken officier worden gebracht ; deze beschikt over een nieuwe termijn van acht dagen om, als hij dit wenst, een aanvullend verweerschrift in te dienen .

Artikel 28.-

Het dossier waarbij een inventaris van de stukken is gevoegd, wordt langs hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

.../...

Iedere hiërarchische meerdere brengt over de toe te passen maatregel een advies uit waarvan aan de betrokken officier kennis wordt gegeven ; deze ondertekent het onder de melding "Gezien". Wordt een nieuw feit aangevoerd, dan beschikt de officier over een termijn van acht dagen om, als hij dit wenst, een aanvullend verweerschrift in te dienen.

Artikel 29.-

Door de Minister van Landsverdediging, of op zijn bevel, door de militaire overheid wordt een informatiecommissie van drie officieren aangesteld die tot opdracht heeft het omstandig verslag op te maken in de volgende gevallen :

- 1° wanneer hij op een andere wijze dan langs hiërarchische weg op de hoogte wordt gebracht van feiten die tot toepassing van een der in artikel 26 vermelde maatregelen kunnen leiden ;
- 2° wanneer tezelfdertijd het geval wordt onderzocht van officieren die geen gemeenschappelijke hiërarchische meerdere hebben ;
- 3° wanneer het geval wordt onderzocht van een officier die geen hiërarchische meerdere heeft .

Artikel 30.-

- De informatiecommissie bestaat uit :
- een opperofficier of hoofdofficier, voorzitter,
 - twee officieren met een hogere graad dan de betrokken officier of althans met meer anciënniteit in dezelfde graad.

De informatiecommissie hoort de betrokken officier ; de verklaringen worden in de notulen opgetekend en door hem ondertekend.

De betrokken officier ondertekent de voorstellen van de commissie onder de vermelding "Gezien".

+
+ +

Artikel 31 van het ontwerp bepaalt :

"In het geval voorzien door artikel 27, alinea 1, zal de betrokken officier in kennis worden gesteld van de hem ten laste gelegde feiten en zal hij gelegenheid krijgen zijn verweermiddelen te doen gelden bij middel van een geschreven verweerschrift alvorens een van de in artikel 26 bepaalde beslissingen te zijnen opzichte getroffen wordt".

Waar het bepaalt, dat artikel 31 toepassing vindt "in het geval voorzien door artikel 27, alinea 1", gebruikt het ontwerp een gebrekkige terminologie om er op te wijzen dat het toepassing vindt "indien de aard van de feiten of de omstandigheden geheimhouding vereisen".

+
+ +

.../...

Artikel 31 komt in de plaats van artikel 4 van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 tot instelling van een procedure met het oog op de maatregelen te nemen ten aanzien van de ongeschikte of onwaardige officieren.

Waar het bepaalt dat "de betrokken officier in kennis zal worden gesteld van de hem ten laste gelegde feiten", biedt artikel 31 niet evenveel waarborgen inzake het recht op verweer, als het koninklijk besluit van 14 juli 1951.

Het is niet duidelijk waarom die waarborgen vervallen en wel des te minder, daar, volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, artikel 4 van laatstbedoeld besluit tot dusver nog nooit is toegepast.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 31 op dezelfde wijze te stellen als artikel 4 van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 :

"Artikel 31.-

Indien wegens de aard van de feiten of de omstandigheden geheimhouding geboden is, worden het verslag en de adviezen niet onmiddellijk aan de betrokken officier medegedeeld. Deze zal echter van die stukken inzage mogen nemen en zijn verweermiddelen, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, mogen voordragen, vooraleer een beslissing te zijnen aanzien wordt genomen.

Deze mededeling is niet vereist, indien de Minister van Landsverdediging aan het verslag geen gevolg geeft".

Artikel 32 van het ontwerp bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging is niet gebonden door de voorstellen van de hiërarchische meerderen of van de informatiecommissie".

De adviezen van de hiërarchische meerderen en van de commissie kunnen de Minister niet binden, omdat zij niets meer dan adviezen zijn ; dit artikel kan derhalve als overbodig vervallen.

+
+ +

In de plaats van artikel 32 dient hier het laatste lid van artikel 26 te worden ingevoegd, zoals hiervoren reeds is gezegd. Het kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 32.-

Tot oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen en tot verwijzing naar een onderzoeksraad kan worden besloten, zonder dat aan de officier vooraf voor dezelfde feiten een tuchtstraf is opgelegd".

+
+ +

.../...

Artikel 33 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 33.-

Iedere onderzoeksraad bestaat uit vijf leden, onder wie een voorzitter. Die leden moeten een hogere graad hebben dan de officier die voor de raad verschijnt of althans meer anciënniteit in dezelfde graad".

+
+ +

Artikel 34, § 1, bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging wijst twee opper- of hoofdofficieren aan om gedurende een jaar, respectievelijk als werkend en als plaatsvervangend voorzitter, het voorzitterschap waar te nemen van de onderzoeksraden die tijdens het jaar samengesteld zullen worden".

Volgens deze tekst zou de Minister als werkend en als plaatsvervangend voorzitter twee hoofdofficieren kunnen aanwijzen, terwijl tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 1 maart 1958 is verklaard, dat "het voorzitterschap van de raad wordt opgedragen aan een opperofficier of, indien dit niet mogelijk is, aan een hoofdofficier" (zitting 1957-1958, Senaat, doc. nr 128).

.../...

Het ware derhalve meer in overeenstemming met de bedoelingen van de wetgever, een hoofdofficier alleen als plaatsvervangend voorzitter van de raad aan te wijzen.

Artikel 34, § 1, kan dan als volgt worden geloozen :

"§ 1. De Minister van Landsverdediging wijst een opperofficier aan om gedurende een jaar het voorzitterschap waar te nemen van de onderzoeksraden die in de loop van het jaar zullen worden samengesteld. Als plaatsvervangend voorzitter wijst hij een opperofficier of een hoofdofficier aan".

+
+ +

De artikelen 35 en 36 hebben betrekking op de wraking of verschoning van de leden van de onderzoeksraad.

Artikel 35 bepaalt onder meer : "de officieren die betrokken waren bij de voorvallen die tot het onderzoek aanleiding geven of die aan de vorige procedure mochten deelgenomen hebben, moeten zich verschonen als lid van de onderzoeksraad".

Deze bepaling zou beter op haar plaats zijn in artikel 33 van het ontwerp dat over de samenstelling van de onderzoeksraad handelt ; zij zou er het tweede lid van vormen en als volgt luiden :

.../...

"Van de onderzoeksraad kunnen geen deel uitmaken de officieren die betrokken waren bij de voorvallen welke tot het onderzoek hebben geleid, of die aan de vorige procedure hebben deelgenomen".

+
+ +

Om meer de nadruk te leggen op de regelen betreffende de wraking of verschoning van de leden van de onderzoeksraad, leze men de artikelen 35 en 36 als volgt :

"Artikel 35.-

§ 1. De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de betrokken officier bij ter post aangetekende brief kennis van de samenstelling van de raad die werd opgericht voor het onderzoek van de te zijnen laste gelegde feiten.

§ 2. Ieder lid van de onderzoeksraad kan worden gewraakt om de redenen opgesomd in artikel 378 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Binnen een termijn van vier dagen na de kennisgeving van de samenstelling van de onderzoeksraad, moet de betrokken officier bij de voorzitter de reden tot wraking doen gelden ; wordt die reden bevestigd, dan besluit de voorzitter dat het gewraakte lid van de onderzoeksraad zich dient te onthouden.

. . . / . . .

§ 3. Ieder lid van de onderzoeksraad dat zelf een reden tot verschoning heeft, moet daarvan kennis geven aan de voorzitter die beslist of het lid zich dient te onthouden.

Artikel 36.-

Binnen de bij artikel 35, § 2, tweede lid, bepaalde termijn, moet de betrokken officier de voorzitter kennis geven van de naam en de identiteit van de getuigen die hij door de raad wenst te doen horen".

+
+ +

Artikel 38, eerste lid, zegt :

"De aangeklaagde officier mag zich doen bijstaan door een verdediger naar keuze ; hij stelt de voorzitter daarvan in kennis zodra hij de oproeping om te verschijnen ontvangen heeft".

Waar het artikel de officier die wordt opgeroepen om voor de onderzoeksraad te verschijnen "aangeklaagde officier" noemt, verliest het uit het oog dat in het ontworpen stelsel de onderzoeksraad niet alleen kennis neemt van de door officieren begane vergrijpen, maar ook van hun morele of professionele ongeschiktheid. Het verdient aanbeveling die woorden te vervangen door de woorden "betrokken officier" die onder meer reeds in artikel 37 zijn gebruikt.

.../...

Om te verhinderen dat zaakgelastigden en andere tussenpersonen die niet de gewenste waarborgen bieden, voor de betrokkene zouden optreden, verdient het aanbeveling, zoals in andere procedure-regelingen, te bepalen dat de verdediger, tenzij hij advocaat of officier is, door de voorzitter van de onderzoeksraad als zodanig moet worden erkend. Artikel 38, eerste lid, kan worden aangevuld als volgt :

"Wanneer de verdediger noch advocaat, noch officier van de krijgsmacht is, moet hij door de voorzitter worden erkend".

+
+ +

Artikel 38, tweede lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"Het dossier ligt ter inzage van de officier en zijn verdediger ten minste acht dagen vóór de vergadering van de raad, op uur en plaats als door de voorzitter bepaald".

+
+ +

.../...

Artikel 39 van het ontwerp bepaalt :

"De onderzoeksraad mag het advies vragen van iedere deskundige die hij nuttig oordeelt te horen".

Dit voorschrift is niet ruim genoeg opgevat. Volgens artikel 40 moet de raad immers de getuigen kunnen horen die hij meent te moeten oproepen.

Dit artikel van het ontwerp kan als volgt worden vervangen :

"Artikel 39.-

De onderzoeksraad kan ieder persoon horen wiens medewerking hij dienstig acht".

+

+ +

Artikel 40, § 1, tweede lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"De voorzitter van de raad zet de reden van de oproeping uiteen en ondervraagt de verschijnende officier over de hem ten laste gelegde feiten.

Hij ondervraagt de door de betrokken officier voorgebrachte getuigen en de personen die de onderzoeksraad meent te moeten horen".

+

+ +

.../...

Ook in artikel 40, § 2, moet de uitdrukking "aangeklagde officier" worden vervangen door "betrokken officier".

Artikel 40, § 3, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 3. De betrokken officier kan aan de voorzitter van de onderzoeksraad een memorie doen toekomen waarin hij zijn verweermiddelen samenvat.

Die memorie moet bij ter post aangetekende brief worden verzonden binnen acht dagen nadat de officier voor de raad is verschenen; de datum van het postmerk geldt als bewijs van die verzending".

De artikelen 41 tot 44 handelen over de beslissing van de onderzoeksraad en over de beslissing die de Koning of de Minister daarna zal nemen.

Voor deze artikelen worden een aantal vormwijzigingen voorgesteld; voorts make men in artikel 44 een onderscheid tussen de oppensioenstelling bij tuchtmaatregel en de oppensioenstelling wegens ongeschiktheid, welke laatste, zoals hiervoren is gezegd, niet als een tuchtmaatregel kan worden beschouwd.

Deze artikelen kunnen als volgt worden gelezen :

"Artikel 41.-

Cordeelt de onderzoeksraad, bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de memorie, dat hij

.../...

niet genoegzaam is ingelicht, dan moet hij de debatten heropenen .

Artikel 42.-

§ 1. Oordeelt de onderzoeksraad, bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de memorie, dat de zaak in staat van wijzen is, dan doet hij uitspraak over het bestaan van de feiten die aan de betrokken officier ten laste zijn gelegd; in geval het bestaan van de feiten met meerderheid van stemmen wordt erkend, geeft de onderzoeksraad onverwijld zijn advies over de ernst van de feiten alsmede over hun onbestaanbaarheid met de staat van officier.

§ 2. De voorzitter en de leden van de onderzoeksraad spreken zich met "ja" of "neen" uit over de volgende vragen, te beginnen met de officier met de minste anciënniteit :

1° zijn de feiten bewezen ?

2° zijn de feiten ernstig ?

3° zijn de feiten onbestaanbaar met de staat van officier ?

Het advies van de onderzoeksraad in verband met de tweede en de derde vraag moet gemotiveerd zijn .

Artikel 43.-

Het volledig dossier van de zaak waarbij een inventaris gevoegd is, wordt onverwijld aan de Minister van Landsverdediging gezonden.

De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de betrokken officier bij ter post aangehekende brief kennis

.../...

van de beslissing nopens het bestaan van de feiten en, zo deze bewezen zijn, van de gemotiveerde adviezen over de ernst van die feiten en over hun onbestaanbaarheid met de staat van officier .

Artikel 44.-

§ 1. Heeft de onderzoeksraad verklaard dat de feiten vaststaan, dan legt de Minister van Landsverdediging ons een ontwerp van gemotiveerd besluit voor, houdende, naar gelang van de ernst der feiten, hetzij ontslag van ambtswege, hetzij non-activiteit bij tuchtmaatregel voor meer dan één maand, al dan niet gevolgd door oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen; oordeelt de Minister dat de ernst van de feiten geen van deze maatregelen wetigt, dan spreekt hijzelf de non-activiteit bij tuchtmaatregel uit voor minder dan één maand of verwijst hij de zaak voor krijgstuchtelijke behandeling naar het korps.

Vallen de door de onderzoeksraad als vaststaand verklaarde feiten niet onder de krijgstucht, maar worden zij door de Minister beschouwd als een bewijs van de morele of professionele ongeschiktheid van de betrokken officier, dan legt hij ons, zo nodig, een ontwerp van gemotiveerd besluit voor, houdende oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 2°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

§ 2. Ontslag van ambtswege kan niet worden uitgesproken vóór het verstrijken van een termijn van vijftien dagen vanaf de in artikel 43 bedoelde kennisgeving".

+

+

+

.../...

Volgens artikel 45 van het ontwerp wordt "de officier wie zijn graad is ontnomen bij toepassing van artikel 11, § 1, 2°, 3°, 4° en 5°, van de wet van 1 maart 1958 en die nog militaire verplichtingen heeft, verlaagd tot soldaat, matroos of rijkswachter".

Deze bepaling maakt geen onderscheid tussen de officier aan wie zijn graad om tuchtredden is ontnomen, en de officier tegen wie een zelfde maatregel is genomen na oppensioenstelling wegens ongeschiktheid of na aangenomen ontslag uit zijn ambt.

De wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader maakt wel dit onderscheid; de officier die wegens beroepsongeschiktheid uit dit kader treedt kan zijn verdere militaire verplichtingen volbrengen als reserve-onderofficier.

+

+

+

Artikel 45 kan beter als volgt worden gelezen :

"De officier aan wie zijn graad is ontnomen bij toepassing van artikel 11, § 1, 2°, 3°, 4° en 5°, van de wet van 1 maart 1958 en die nog militaire verplichtingen heeft, wordt, naar gelang van het geval, verlaagd als soldaat, matroos of rijkswachter".

+

+

+

.../...

HOOFDSTUK VI. - STAND VAN DE OFFICIER DIE
GESCHEIDEN IS VAN HET LEGER.

Dit hoofdstuk kan niet tot doel hebben een bijzondere stand in te voeren voor de officier die gescheiden is van het leger, maar wel artikel 26 van de wet van 1 maart 1958 uit te voeren.

Het verdient dan ook aanbeveling het opschrift van dit hoofdstuk als volgt stellen :

"HOOFDSTUK VI. - OFFICIER GESCHEIDEN VAN HET LEGER".

+

+ +

In artikel 46 kunnen de woorden "met de meeste spoed" vervallen en vervangen worden door "onverwijld".

+

+ +

De slotbepaling van artikel 48 leze men als volgt :

"... en hem de voorstellen te doen welke zij nodig oordeelt".

+

+ +

De artikelen 49 en 50 handelen over de tussenkomst van de onderzoeksraad.

.../...

Artikel 49 verwijst naar artikel 33 dat de samenstelling van de onderzoeksraad bepaalt; artikel 50 verwijst naar de artikelen 40, 41 en 42 die betrekking hebben op sommige procedureregels die vóór die raad moeten worden gevolgd, en op zijn beslissingen en adviezen.

Om alle moeilijkheden bij de interpretatie uit te sluiten, verdient het aanbeveling in het hoofdstuk betreffende de van het leger gescheiden officier sommige regelen over te nemen die betrekking hebben op de onderzoeksraad.

Volgens artikel 50 moet de onderzoeksraad "bij geheime stemming" antwoorden op een vraag die klaarlijk aansluit bij de in artikel 42 vermelde vragen, terwijl echter in evengenoemd artikel het antwoord niet bij geheime stemming wordt gegeven. Aangezien het antwoord op deze vraag gewichtige gevolgen voor de verdere loopbaan van de officier kan hebben, schijnt het wel te moeten worden gemotiveerd; ook in dit geval dient dus te worden gestemd zoals voorgeschreven in artikel 42.

+

+ +

Om met deze opmerkingen rekening te houden, kunnen de artikelen 49 en 50 als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 49.-

Na onderzoek van het volledig dossier, aangelegd zoals gezegd in de vorige artikelen, verwijst de Minister van Landsverdediging de officier, indien daartoe reden is, naar de onderzoeksraad waarvan sprake in hoofdstuk V, afdeling 3.

De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing onder voorbehoud van hetgeen volgt.

Artikel 50.-

§ 1. Oordeelt de onderzoeksraad, bij het verstrijken van de aan de officier toegekende termijn voor het indienen van een memorie bij die raad, dat de zaak in staat van wijzen is, dan doet hij uitspraak over het bestaan van de feiten die aan de betrokken officier ten laste zijn gelogd; indien het bestaan van de feiten met meerderheid van stemmen wordt erkend, geeft de onderzoeksraad onverwijld zijn advies over de ernst van de feiten, over hun onbestaanbaarheid met de staat van officier en over de gevolgen die daaraan zouden moeten worden gehecht ten aanzien van de stand van de officier tijdens de periode van afwezigheid.

§ 2. De voorzitter en de leden van de onderzoeksraad spreken zich met "ja" of "neen" uit over de volgende vragen, te beginnen met de officier met de minste anciënniteit :

.../...

- 1° zijn de feiten bewezen ?
- 2° zijn de feiten ernstig ?
- 3° zijn de feiten onbestaanbaar met de staat van officier ?
- 4° moet de periode van afwezigheid geheel of gedeeltelijk in non-activiteit worden omgezet ?

Het advies van de onderzoeksraad over de laatste drie vragen moet gemotiveerd zijn.

Artikel

De voorzitter van de onderzoeksraad geeft de betrokken officier niet alleen kennis van de beslissing en de adviezen bedoeld in artikel 43, maar ook van het gemotiveerd advies van de raad over de eventuele gehele of gedeeltelijke omzetting van de periode van afwezigheid, in non-activiteit.

Artikel

Heeft de onderzoeksraad verklaard dat de feiten vaststaan, dan vindt artikel 44 toepassing; bovendien stelt de Minister ons de maatregelen voor die moeten worden genomen voor het bepalen van de stand van de betrokken officier gedurende zijn afwezigheid".

.../...

HOOFDSTUK VII - ERERADEN.

De artikelen 51 en 52 kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 51.-

De Eereraad heeft tot taak een onderzoek in te stellen naar de aan officieren ten laste gelegde feiten die afbreuk kunnen doen aan de eer of de waardigheid van de staat van officier.

Hij mag geen feiten onderzoeken die rechtstreeks onder de toepassing van de strafwetten of van het militair tuchtreglement vallen .

Artikel 52.-

Een ereraad wordt ingesteld :

- per bataljon of gelijkwaardig korps;
- per divisie of gelijkwaardige grote eenheid;
- per legerkorps of gelijkwaardige grote eenheid ".

+

+ +

In de Franse tekst van artikel 53 leze men op twee plaatsen "à défaut" in plaats van "à son défaut".

+

+ +

.../...

Artikel 54 kan beter als volgt worden geloozen :

"Artikel 54.-

De voorzitter en de leden van de ereraad worden voor één jaar benoemd; die benoeming kan worden vernieuwd.

De voorzitter en de leden hebben elk een plaatsvervanger die op dezelfde wijze wordt benoemd".

+

+ +

Artikel 55 zegt wel hoe de raad is samengesteld voor het geval dat hij kennis neemt van feiten waarbij beroepsofficieren en reserveofficieren betrokken zijn, maar niet voor het geval dat officieren van het aanvullingskader of van het hulpkader van de luchtmacht samen met beroepsofficieren in de zaak betrokken zijn.

Aangezien de Regering de zaak op dezelfde wijze voor de verschillende officierenkaders wil regelen , kan artikel 55 als volgt worden gelezen :

"Artikel 55.-

De ereraad houdt zitting met drie leden; het lid met de minste anciënniteit moet onmiddellijk hoger in graad zijn dan de betrokken officier of meer anciënniteit in dezelfde graad hebben.

Wanneer een of meer officieren van een ander kader samen met beroepsofficieren in de zaak betrokken zijn, moet een van de leden tot dat ander kader behoren".

+

+ +

.../...

Artikel 56, tweede lid, bepaalt :

"Bij de zeemacht wijst de inspecteur-generaal drie leden aan, gekozen uit de officieren van dat krijgsmachtdeel, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 55".

Volgens het ministerieel besluit van 23 april 1958 houdende instelling van de algemene inspecties, wordt de bevoegdheid van inspecteur-generaal bij de zeemacht uitgeoefend door de chef van de generale staf der zeemacht. De redactie van deze alinea ware dus te wijzigen.

De hierna voorgestelde tekst houdt met die opmerking rekening en brengt verschillende vormwijzigingen in artikel 56 aan :

"Artikel 56.-

§ 1. Is het niet mogelijk in het korps een ereraad samen te stellen uit drie officieren met meer anciënniteit dan de betrokken officieren, dan wordt de zaak voor de ereraad van de divisie gebracht.

Deze laatste neemt ook kennis van de feiten waarbij officieren zijn betrokken die tot twee korpsen van een zelfde divisie behoren.

§ 2. Bij de zeemacht wordt de raad van de divisie vervangen door een ereraad samengesteld uit drie leden onder de officieren van dit krijgsmachtdeel aangewezen door de officier die de bevoegdheid van inspecteur-generaal uitoefent".

+

+

+

.../...

De artikelen 57 en 58 machtigen de Minister van Landsverdediging om in verschillende gevallen de leden van de Eereraad aan te wijzen.

Hierbij zouden nog moeten komen de gevallen waarin officieren van verschillende legerkorpsen of van verschillende krijgsmachtdelen bij de feiten zijn betrokken.

Voorgesteld wordt, die twee artikelen als volgt te verwerken :

"Artikel 57.-

De Minister van Landsverdediging stelt de eereraad samen met inachtneming van de in artikel 55 bepaalde regel :

- 1° wanneer het niet mogelijk is de eereraad van de divisie of van het legerkorps samen te stellen uit drie leden met meer anciënniteit dan de betrokken officieren;
- 2° wanneer de eereraad kennis moet nemen van feiten waarbij betrokken zijn een opperofficier of een officier, die niet tot een korps of tot een grote eenheid kan worden gerekend;
- 3° wanneer de eereraad kennis moet nemen van feiten waarbij officieren zijn betrokken die tot verschillende legerkorpsen of tot verschillende krijgsmachtdelen behoren".

+

+

+

.../...

Artikel 59 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 59.-

Elk officier heeft het recht een lid van de ereraad schriftelijk in kennis te stellen van misdragingen van een officier, die afbreuk kunnen doen aan de eer of de waardigheid van de staat van officier.

Dit lid brengt de voorzitter van de ereraad op de hoogte van die mededeling en deze stelt, volgens het geval, de commandant van het bataljon, van de divisie of van het legerkorps daarvan in kennis".

+

+ +

Artikel 60 kan worden samengesmolten met artikel 63; het komt dan na artikel 62.

+

+ +

Artikel 62 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 62.-

"Naar gelang van het geval kan ook de commandant van het bataljon, van de divisie of van het legerkorps de behandeling van een zaak aan de ereraad opdragen"

+

+ +

.../...

De artikelen 60 en 63 kunnen, zoals hiervoren is gezegd, in de volgende bepaling worden samengesmolten :

"Artikel 63.-

Naar gelang van het geval beslist de commandant van het bataljon, van de divisie of van het legerkorps of de ~~e~~ reraad moet worden opgeroepen; hij bepaalt de datum van de vergadering".

+

+ +

Onmiddellijk na artikel 63 dient een bepaling te worden ingevoegd betreffende de oproeping van de ~~e~~ reraad waarvan de Minister zelf de samenstelling heeft bepaald bij toepassing van de artikelen 57 en 58 van het ontwerp.

Aangezien de Raad van State de bedoelingen van de Regering hieromtrent niet kent, wordt geen tekst voorgesteld.

+

+ +

Volgens artikel 64, mogen "de betrokken officieren geen lid van de raad ~~w~~raken".

Met zulk een bepaling kan men niet verhinderen dat zich onder de leden van de ~~e~~ reraad een officier bevindt die om enigerlei reden niet onpartijdig zou zijn. Zo ontstaat het gevaar dat het advies van de ~~e~~ reraad niet het nodige gezag zal hebben. In elk geval ontzegt het de officier een traditionele waarborg.

.../...

Voorgesteld wordt in de plaats hiervan een bepaling in te voegen in de aard van die van artikel 13, derde lid, van het besluit van de Regent van 22 oktober 1949 tot instelling van ereraden voor beroepszonderofficieren:

"De betrokken officieren kunnen om ernstige redenen de voorzitter van de ereraad schriftelijk om wraking verzoeken van een of meer leden van de raad; is de grond van de wraking bewezen, dan beslist de voorzitter dat het gewraakte lid van de raad zich dient te onthouden".

+

+ +

Artikel 65 leze men als volgt :

"Artikel 65.-

Wanneer het onderzoek ten einde is, beraadslaagt de ereraad en brengt hij advies uit over de feiten die aan zijn oordeel werden onderworpen en over de mate waarin afbreuk is gedaan aan de eer of de waardigheid van de staat van officier".

+

+ +

Artikel 66 bevat geen enkele bepaling in verband met het advies van de Ereraad door de Minister van Landsverdediging samengesteld bij toepassing van de artikelen 57 en 58 van het ontwerp.

.../...

Aangezien de Raad van State de bedoelingen van de Regering dienaangaande niet kent, onthoudt hij zich van tekstvoorstel.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking, wordt voorgesteld artikel 66 als volgt te lezen :

"Artikel 66.-

De notulen en de besluiten van het onderzoek moeten zo spoedig mogelijk, worden gezonden, naar gelang van het geval, aan de commandant van het bataljon, van de divisie of van het legerkorps.

Wanneer de raad heeft geoordeeld dat de betrokken officieren niets kan worden verweten, of wanneer hij met zijn adviezen tot voldoening van partijen een einde heeft gemaakt aan een geschil, wordt de zaak terzijde gelegd op voorwaarde dat, naar gelang van het geval, de commandant van het bataljon, van de divisie of van het legerkorps met de voorstellen van de raad instemt.

In het tegenovergestelde geval wordt het dossier aan de bevoegde overheid overgedragen".

HOOFDSTUK VIII. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 67, § 1, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 1. De benaming van de grad der officieren :

.../...

militair administrateur, kapelmeester, van administratie, ingenieur der militaire fabrieken, intendant, geneesheer, tandarts, apotheker, dierenarts, wordt aangevuld met de vermelding van hun functie.

De benaming van de graad der officieren van de luchtmacht wordt aangevuld met de term : vlieger, van het vliegwezen, technicus, volgens het korps waartoe zij behoren.

De benaming van de graad der officieren van de zeemacht wordt aangevuld met de term : dek, van de diensten, technicus, volgens het korps waartoe zij behoren.

De benaming van de graad der officieren van de rijkswacht wordt aangevuld met de term : "der rijkswacht".

+

+ +

De artikelen 68 en 69, genomen ter uitvoering van artikel 12 van de wet van 1 maart 1958, komen in de plaats van het koninklijk besluit van 6 februari 1933 betreffende de benoemingen en aanwijzigingen van officieren voor een hoog commando of een bijzonder ambt (dit besluit is alleen bekendgemaakt in het "Journal militaire officiel" 1933, blz 161).

Onder de in artikel 68 van het ontwerp vermelde ambten waartoe de Koning zelf de officieren benoemt, zijn er verschillende waarvoor de benoeming reeds krachtens andere teksten aan de Koning is voorbehouden.

.../...

Het was zeker niet de bedoeling van de Regering een volledige lijst van die betrekkingen op te maken; op die lijst komen onder meer niet voor de functies van kabinetschef en adjunct-kabinetschef van de Minister van Landverdediging die traditioneel aan officieren worden toevertrouwd en, volgens het koninklijk besluit van 20 juni 1946, door de Koning moeten worden toegewezen.

Het verdient dus aanbeveling het begin van artikel 68 als volgt te lezen :

"Onverminderd de bijzondere bepalingen, worden door Ons voor hun ambt aangewezen en daaruit ontslagen :

1° ...".

+

+

+

Het koninklijk besluit van 11 juli 1951 houdende inrichting van de Krijgsschool bepaalt in artikel 3 :

"Het organiek kader van de School omvat : de commandant van de School en in voorkomend geval een tweede commandant, studiedirecteur ...;".

De tekst onder 6° van artikel 68 zou derhalve als volgt moeten luiden :

"6° de commandant van de Krijgsschool, de tweede commandant en de hoogleraar".

+

+

+

.../...

Artikel 10 van de wet van 18 maart 1838 houdende inrichting van de Militaire School bepaalt dat de officieren die aan de Militaire School zijn verbonden aldaar bij koninklijk besluit worden benoemd.

De tekst onder 7° van artikel 68 mag van die wet niet afwijken; hij dient derhalve als volgt te worden gelezen :

"7° de aan de Koninklijke Militaire School verbonden officieren".

+

+ +

Krachtens artikel 69, § 1, kan de Minister van Landsverdediging tot sommige ambten benoemen met goedkeuring door de Koning.

Het koninklijk besluit van 31 januari 1957 houdende instelling van de functie van adjunct-hoofd van het administratief en technisch secretariaat van het departement van Landsverdediging bepaalt, dat het hoofd van het secretariaat een hoofdofficier is die door de Minister wordt benoemd met goedkeuring door de Koning.

Aangezien die betrekking niet voorkomt in de categorieën van artikel 69, § 1, dient dit artikel in die zin te worden aangevuld.

+

+ +

.../...

Artikel 69 kan worden gelezen als volgt :

"Artikel 69.-

§ 1. Met onze goedkeuring beslist de Minister van Landsverdediging over :

- 1° de aanwijzing van de opperofficieren;
- 2° de aanwijzing van officieren voor ambten die bij organiek reglement voor een "opperofficier of hoofdofficier" zijn bestemd;
- 3° de aanwijzing van een hoofdofficier voor het ambt van hoofd van het administratief en technisch secretariaat van het Ministerie van Landsverdediging.

§ 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen beslist de Minister van Landsverdediging over de aanwijzing van de andere officieren".

+

+

+

Artikel 71 van het ontwerp heft verschillende koninklijke besluiten op; hierbij moge het volgende worden opgemerkt.

+

+

+

Het koninklijk besluit van 13 oktober 1838 betreffende de uitvoering van de wet op de staat en de stand der officieren is impliciet opgeheven door de wet van 15 septem-

.../...

ber 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren en door de wet van 1 maart 1958. Het onderhavige besluit biedt een gunstige gelegenheid om die tekst uitdrukkelijk op te heffen.

+

+

+

Het ontwerp heft verschillende besluiten op tot uitvoering van de wet van 16 juni 1836 betreffende het verlies van de graad voor officieren van het leger; derhalve dient ook het koninklijk besluit van 9 september 1853 te worden opgeheven dat de oprichting betreft van onderzoeksraden die kennis moeten nemen van de feiten ten laste gelegd van in Limburg en Luxemburg gelegde officieren.

+

+

+

Het ontwerp heft het besluit van de Regent van 30 augustus 1948 op bepalende zekere toepassingsmodaliteiten van de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht. Het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 heeft dit besluit, op artikel 7 na, opgeheven. Alleen dit artikel moet nog worden opgeheven.

+

+

+

Voorgesteld wordt artikel 71 als volgt te lezen :

"Artikel 71.-

Opgeheven worden :

.../...

- 1° het koninklijk besluit van 13 oktober 1838 betreffende de uitvoering van de wet op de staat en de stand der officieren;
- 2° het koninklijk besluit van 12 november 1838 houdende regeling van de toepassing van de wet op het verlies van de graad der officieren van het leger;
- 3° het koninklijk besluit van 7 februari 1840 betreffende de nieuwe wijze van samenstelling en bijeenroeping van de onderzoeksraden voor de toepassing van de wet op het verlies van de graad;
- 4° het koninklijk besluit van 9 september 1853 betreffende de oprichting van onderzoeksraden die kennis moeten nemen van de feiten ten laste gelegd van in Limburg en Luxemburg gelegde officieren;
- 5° het koninklijk besluit van 10 december 1888 betreffende de samenstelling van de onderzoeksraden ingesteld ter uitvoering van de wet van 16 juni 1836 op het verlies van de graad;
- 6° het koninklijk besluit van 25 april 1889 tot instelling van ereraden;
- 7° de artikelen 55, 59, 60, 61, 62 en 63 alsmede hoofdstuk VI van het tuchtreglement goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1916;
- 8° het reglement op de verloven der officieren en gelijkgestelden, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1921 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1950, behalve de artikelen 8, 18, 47, 48 en 49;
- 9° het koninklijk besluit van 6 februari 1933 betreffende de benoemingen en aanwijzingen van officieren voor een hoog commando of een bijzonder ambt;

- 10° het koninklijk besluit van 23 maart 1933 betreffende de ondervverdeling van de graad van kapitein, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 7 december 1949;
- 11° artikel 7 van het besluit van de Regent van 30 augustus 1948 bepallende zekere toepassingsmodaliteiten van de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht;
- 12° het koninklijk besluit van 12 maart 1951, genomen ter uitvoering van de wet van 15 september 1924 op de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 januari 1957;
- 13° het koninklijk besluit van 14 juli 1951 tot instelling van een procedure, met het oog op de maatregelen te nemen ten aanzien van de ongeschikte of onwaardige officieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juni 1955;
- 14° het koninklijk besluit van 16 juli 1951 betreffende de bevorderingscomité's, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari en 8 juli 1952, van 11 mai 1953 en van 1 juli 1957;
- 15° het koninklijk besluit van 6 oktober 1951, genomen ter uitvoering van de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 december 1953 en van 14 januari 1957;
- 16° het koninklijk besluit van 9 oktober 1951 betreffende de ondervverdeling der graden van luitenant ter zee, luitenant techniker en kapitein der diensten van de actieve kaders der zeemacht;

- 17° het koninklijk besluit van 27 november 1951 betreffende de onderverdeling van de graad van kapitein bij de luchtmacht;
- 18° de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit van 8 juli 1952 betreffende de officieren ingenieurs der militaire fabrieken;
- 19° het koninklijk besluit van 12 juli 1952, genomen ter uitvoering van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering der officieren van de zeemacht, gewijzigd **bij** de koninklijke besluiten van 14 januari 1957 en 1 juli 1957;
- 20° het koninklijk besluit van 20 oktober 1953 betreffende de eregraad en de eretitel van de laatste graad der officieren van de krijgsmacht;
- 21° het koninklijk besluit van 5 november 1956, genomen ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 15 september 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, met uitzondering van artikel 3".

+

+ +

Een als volgt luidend artikel 72 dient het ontwerp aan te vullen :

"Artikel 72.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A. BERNARD,
Ch. VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, substituit.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. DE KOSTER.

(s) F. LEPAGE.